

# CHRONOLOGIE. HISTOIRE DE MADAGASCAR

« La division de l'île entre des peuples divers ne connaissant du passé que leurs propres ancêtres, et surtout le souci prédominant des Européens de retracer leurs propres aventures ont empêché longtemps la conception d'une histoire totale, que semblait cependant imposer l'unité géographique, linguistique, voire même ethnographique, de ce petit continent si original » écrit Hubert Deschamps en 1960. Nos connaissances se sont précisées depuis, notamment sur les « temps obscurs » des débuts de l'histoire de la Grande Île.

## Origine austronésienne et immigrations de la fin du premier millénaire et du début du second

L'histoire du peuplement de Madagascar est celle de la synthèse entre les premiers migrants austronésiens sur qui nous savons très peu de chose, et les flux indo-mélanésien et bantou, secondairement indien et arabe, qui se sont installés dans l'île à partir du I<sup>er</sup> millénaire et jusqu'au X<sup>Ve</sup> ou XVI<sup>e</sup> s. La population est restée jusque-là clairsemée en petits établissements. Ces origines multiples se lisent encore dans des traits culturels complexes d'un ensemble malgache qui présente une grande unité linguistique et culturelle.

Début de notre ère : Arrivés de pionniers navigateurs austronésiens probablement sur la côte Ouest de Madagascar en canoé à balancier (waka) au début de notre ère - voire 300 ans avant selon les archéologues et peut-être encore plus tôt selon certaines hypothèses des généticiens. Ce peuple originel (vahoaka ntaolo en malgache) est à l'origine de la langue malgache commune à toute l'île et de tout le fonds culturel malgache commun à tous les austronésiens, des îles du Pacifique à l'Indonésie, en passant par la Nouvelle-Zélande et les Philippines. Il se subdivisa en deux grands groupes : les Vazimba qui s'installèrent dans les forêts des hauts plateaux centraux de la grande île et celles de la côte Est et Sud-Est et les Vezo qui restèrent sur la côte Ouest et Sud.

700 – 1500 : arrivée de nouveaux clans immigrants : moyen-orientaux (Perses Shirazi, Arabes Omanites, Juifs arabisés), est-africains (Bantus) et orientaux (Indiens Gujarati, Malais, Javanais, Bugis) qui s'intégrèrent et s'acculturèrent à la société Vezo et Vazimba.

XII<sup>e</sup> s. : installation sur la côte occidentale d'un peuplement composite, mélange d'Arabes, de Malgaches et d'Africains, les Antalaotras. Ceux-ci, superficiellement islamisés, possèdent quelques comptoirs en relation avec les Comores. Sur la côte orientale s'était établi le peuple antemoro, qui revendique des origines arabes.

Vers 1300 : Le roi légendaire Andrianerinerina, grand ancêtre des rois Merina fonda son royaume à Anerinerina. Ses descendants se déplacèrent graduellement vers le centre de l'île.

1491: Ali-Tawarath, connu sous le nom de Ralitavaratra, un saint homme descendant de Juifs réfugiés en Arabie, décide de quitter ce pays avec sa famille et un groupe de fidèles, pour fuir le sultan de la Mecque qui voulait accaparer des objets sacrés dont ils avaient la garde depuis des générations. Ils débarquèrent à Iharana (Vohémar) et y restèrent pendant un certain temps. Maîtrisant parfaitement l'art divinatoire et l'écriture arabe, ils quitteront cet endroit en 1495 pour s'installer, avec les précieux objets, à Matitanana (Vatomasina, au sud de Manakara) où ils vivront avec le Foko (tribu) Antemoro. Ses descendants seront connus sous le nom d'Antemoro-Anakara.

## La pénétration européenne et les royaumes de Madagascar (XVIe – XVIIIe s.)

Il est difficile d'écrire une histoire d'ensemble de l'île, qui apparaît divisée progressivement en royaumes à base le plus souvent tribale : royaumes côtiers menabe et boina, peuplés de Sakalavas sur la côte ouest, Betsimisarakas à l'est, Mahafaly et Antandroy au sud. Au centre de l'île, on trouve deux petits royaumes betsileo et merina.

Selon Hubert Deschamps – qui fut, à l'heure de l'indépendance, le grand historien de Madagascar – « La période 1500-1810 voit une nouvelle conception politique, celle des royaumes, se superposer aux clans malgaches primitifs en les groupant en unités plus larges et hiérarchisées... » Une tribu royale dominante s'impose alors à ses voisines et établit un système de type féodal. Il ne s'agit alors que de royaumes de faible étendue au sein desquels clans et tribus conservent leurs identités et seul le royaume méridional entreprendra tardivement la réalisation d'une véritable unité politique de type étatique.

- Dans le sud-est de l'île, les principaux ensembles identifiables sont le royaume Antemoro de la région de la Matitana, et juste au nord, celui des Antamabahoaka de la Manajary.

- Plus au sud, diverses principautés se succédèrent dans le pays de l'Anosy.

- À l'ouest de celui-ci s'étendait l'Androy ou « pays des ronces » peuplé par les Antandroy, demeurés divisés en tribus guerrières. Anriandahifotsi (1610-1685) est le fondateur de la grandeur sakalave et ses successeurs dirigent le royaume de Menabé jusqu'au début du XIXe siècle.

- Sur la côte nord-est, le relief très compartimenté ne favorisait pas initialement l'installation de grands ensembles territoriaux et les Antanosy de Sainte-Marie ou les Antemaro de la baie d'Antongil étaient des interlocuteurs familiers aux Européens. Au début du XVIIIe siècle, Ratsimilaho fonde dans ces régions le royaume des Betsimisaraka et s'empare de Tamatave. Il s'allie au royaume sakalave du Boina mais meurt en 1750, ce qui entraîne rapidement la décadence de son royaume.

- Le centre du plateau intérieur voit prospérer durant toute cette période les royaumes betsileo de Lalangina, Arindrano, Isandra – qui connaît son apogée au XVIIIe siècle sous le règne de Andriamanalina – et Manandriana. Demeurés divisés du fait de la nature montagneuse de la région, les royaumes betsileo seront finalement placés, au début du XIXe siècle, sous la suzeraineté du royaume méridional.

- Dans le centre de la partie septentrionale de l'île, le XVIe siècle a vu la naissance d'une petite principauté dirigée par Andriamanelo qui est à l'origine du royaume méridional, principauté dont la capitale s'installe au XVIIe siècle à Ambohitrabiby, au nord-est de l'actuelle Tananarive. En 1787, Andrianampoinimerina « le seigneur au cœur de l'Imerina » est porté au pouvoir après le renversement de son oncle.

1500 : Ralitavaratra parti en reconnaissance de tout le Sud et le Sud-Ouest du pays rencontre Andriamisara, le grand roi-devin ("Ombiasa") de tous les Sakalava. Les Anakara inventent le Sorabe, parler malgache ("volan'Onjatsy") écrit en caractères arabes.

mai 1500 : L'escadre portugaise de Pedralvares Cabral est dispersée par la tempête au large du cap de Bonne Espérance. L'un des navires, commandé par le capitaine Diégo Diaz, est entraîné vers l'est et longe vers le nord une côte qui n'est pas celle du Mozambique mais qui apparaît comme celle d'une grande île. Quand Cabral rend compte de cette découverte au Portugal l'année suivante, on juge qu'il s'agit sans doute de Madagascar, l'île – que l'on croyait imaginaire – placée dans ces régions sur le globe de Martin Behaim. Le navigateur portugais fut le premier Européen à apercevoir et découvrir par hasard Madagascar et appela l'île Sao Lorenço (Saint-Laurent). Dès 1502, la carte portugaise de Cantino place en cette zone une île de forme allongée portant le nom de Madagascar, dont les côtes sont visitées au cours des années suivantes par d'autres navigateurs portugais engagés sur la route des Indes.

1506 : Le portugais Fernando Suarez premier européen à accoster à Madagascar.

1506 : Tristan da Cunha pille un comptoir arabe établi sur une île proche de la côte nord-ouest de Madagascar et en massacre les habitants.

1507 : Ruis Pereira mouille à l'estuaire de la Matitana sur la côte orientale et baptise l'île du nom de Saint-Laurent. La même année, Alphonse d'Albuquerque attaque et pille un autre établissement arabe de la côte nord-ouest afin d'écarter la présence arabe de l'océan Indien.

1508 : Chargé par le roi de Portugal, Manoel Ier, d'inventorier les ressources de l'île, Lopes de Sequeira constate que la côte orientale est dépourvue des épices tant recherchées. Les Portugais utilisent alors Madagascar comme escale de ravitaillement sur la route des Indes, dans les baies de Saint Augustin (Sud-Ouest), Manafiafy (Sud-Est), baie d'Antongil (Nord-Est) et sur la côte Nord-Ouest.

1515 : Luis Figueira établit un fortin à l'embouchure de la Matitana, d'où ses compagnons vont reconnaître plus au nord les baies d'Antongil et de Vohémar.

1517 : La carte de Pedro Reinel présente la forme générale de l'île et donne sa position à peu près exacte par rapport au Tropique du Capricorne.

1527 : Une expédition portugaise est jetée à la côte par la tempête dans la Baie de Ranofotsy sur la côte sud-ouest et ses six cents hommes sont pour la plupart massacrés ; il est possible que certains aient réussi à gagner l'Anosy, sur la côte sud-est, où ils auraient laissé quelques constructions de pierre ainsi que quelques traces dans la langue locale. C'est au nord-ouest, dans la baie de la Mahajamba, près de l'embouchure de la rivière Sofia, que s'établirent surtout les relations d'échanges avec les indigènes. Plus au nord, le principal vestige qu'ait laissé dans la toponymie la présence portugaise est le nom de Diogo Soares (Diego Suarez) – celui du grand port de la pointe septentrionale de l'île – un trafiquant qui transporta vers l'Inde des contingents d'esclaves raziés à Madagascar.

1527 : Des navires dieppois faisant voile pour les Indes font escale à Madagascar.  
Eclatement du Groupe humain de la dépression d'Ivohibe ; Ramarohala fonde le royaume d'Anteony.

1529 : Les frères Parmentier en route pour Sumatra à bord du Sacre et de La Pensée mouillent sur la côte occidentale de l'île pour y échanger des tissus contre des vivres.

1539 : L'Angoumois Jean Fonteneau rapporte que « la coste de l'isle de Saint Laurens est très dangereuse, que les habitants sont de mauvaises gens qui ne veulent trafiquer avec personne... »

1540-1575 : Règne du roi Andriamanelo. C'est lui qui fit d'Alasora le berceau de la Monarchie Merina, et qui édicta, avec les membres de sa famille, les règles de base devant régir la dynastie des rois de l'Imerina, et la consolidation de la nation malgache. Ces règles voulaient que son fils Ralambo, héritier du trône s'appuie sur les Havan'Andriana (ou famille royale connue aussi sous le nom de Andriantelora), en l'occurrence les membres de la famille d'Andriamananitany et de Rafotsindrindra Rasoavimbahoaka, respectivement frère et sœur d'Andriamanelo lui-même.

Le fils aîné de Ralambo s'appelait Andriantompokoindrindra : moyennant des accords spéciaux, ce dernier accepta de se soumettre à son frère. Andriamananitany eut un fils, Andrianamboninolona qui donna naissance à Ratsitohinina, future femme de Ralambo qui engendra Andrianjaka (comme de coutume, l'on fit procéder aux rituels pour enlever le tabou de cette union incestueuse). Pour raffermir son royaume, Andriamanelo donna sa sœur Rasoavimbahoaka pour femme à un vaillant chef d'une localité voisine dénommé Andriandranando.

Les descendants de ces trois personnes, Andriantompokoindrindra, Andrianamboninolona et Andriandranando désignent ce qu'on appelle Andrianteloray et qui perpétuèrent, avec Andriamanelo, la dynastie des rois et reines de l'Imerina, reconnus plus tard Rois et Reines de Madagascar par les grandes puissances étrangères.

1552 : Ne voulant pas mourir à Madagascar, Ralitavaratra s'assura que ses descendants étaient bien installés avant de retourner définitivement à la Mecque où il mourut plusieurs années plus tard, pour être enterré au Mausolée de Maroan, nom malgachisé en "Maroandry" et donné au tombeau des Anakara à Matitanana et à celui d'Andriamahazonoro à Ankadivato, plus tard à Antananarivo.

1555 : La carte de Guillaume Le Testu donne une idée assez précise de la forme générale de Madagascar.

1575-1610 : Ralambo fut le premier roi à hériter d'Ambohitrabiby au nord, royaume de son grand-père Rabiby, et d'Alasora royaume de son père, et d'Imerimanjaka celui de ses grand-mères Rangita et Rafohy au sud (l'Avaradrano et l'Atsimondrano). Les "sampy" ou "idoles" et "sikidy" ou "gris-gris" régissaient la vie quotidienne et les rapports sociaux de cette époque.

Fin du XVIe s. : Portugais, Hollandais, Anglais commencent à fréquenter les rades, pour y prendre des vivres sur la route des Indes (la baie de Saint-Augustin sur la côte sud-ouest, à l'embouchure de l'Onilahy, et la côte orientale).

1595 : L'amiral hollandais Cornelis de Houtman séjourne à l'île Sainte-Marie et à la baie d'Antongil, sur la côte nord-est de Madagascar. Les navires hollandais vont ensuite relâcher fréquemment au sud-est (sur la côte de l'Anosy, dans l'île Sainte-Luce) pour se ravitailler en vivres.

février 1602 : Le Croissant et le Corbin, commandés par le Malouin Frotet de la Bardelière, sont contraints par la tempête de relâcher dans la baie de Saint-Augustin alors qu'ils se dirigeaient vers les Indes orientales. Quelques mois plus tard, deux capitaines marchands français, Martin de Vitré et Pyrad de Laval viennent faire du troc dans la baie de Saint-Augustin.

1610-1630 : Le fils du roi hova Ralombo, Andrianjaka, ayant fait ses armes sur les roitelets environnants et sur la colline voisine d'Ambohimanga, chassa les Vazimba du roi Rafandrana de la colline d'Analamanga, la plus haute des 12 collines de l'Imerina (1.468 m) ; il y fonda sa capitale future Antananarivo.

Début du XVIIe siècle : Les Portugais entreprennent l'exploration de l'île, tentative rapportée par le jésuite Luis Mariano qui y participa de 1613 à 1619. Ce sont les côtes occidentales et sud-orientales qui sont alors surtout reconnues et le fils du roi des Antanosi (baptisés également Maticassi, Malagasy ou Madécasses d'où serait venu le nom de Malgaches désignant aujourd'hui l'ensemble des habitants) est emmené à Goa pour y être instruit dans la foi chrétienne mais les efforts d'évangélisation n'en restent pas moins sans lendemain.

1613 : Luiz Mariano essaie de conclure un traité avec le roi mahafaly Andriamasilalina  
Lutte entre les Filoha Betsimisaraka pour avoir le commerce avec les commandants des bateaux européens. Andriampianarana institue un code de sept articles dans le Lalangina. Les descendants d'Amdriambolanony forment la dynastie qui règne sur le petit royaume Antefasy. Des Européens s'installent sur la Côte Est.

1630 : Les capitaines dieppois Régimont et Goubert entament une série de voyages vers Madagascar. Ils sont suivis de 1638 à 1644 par François Cauche qui fréquente l'Anosi et l'île Sainte-Luce.

1636 : La Compagnie anglaise des Indes orientales envisage, sous le règne de Charles Ier, une expédition de conquête de Madagascar qui devait être confiée – à l'initiative d'un certain Thomas Herbert qui s'était fait le propagandiste des richesses supposées de l'île – au prince Rupert de Bavière, neveu du souverain Stuart, mais le projet demeure sans suite.

1638 : Les Hollandais occupent l'île Maurice et profitent du départ des Portugais pour tenter d'inclure Madagascar dans le circuit triangulaire Le Cap (Afrique du Sud)-Maurice-Batavia. Ils fréquentent surtout la côte Est et la baie de Saint-Augustin, en quête des denrées et des esclaves indispensables à la colonisation de Maurice.

1640 : L'Anglais Walter Hamond publie un Paradoxe prouvant que les habitants de Madagascar sont, dans les choses temporelles, le peuple le plus heureux du monde ; « l'île d'or », riche en métaux précieux et en terres agricoles, est alors présentée comme un pays de cocagne.

1642 : Le Hollandais Van den Stel établi à Maurice conclut un traité de commerce et de protectorat avec un Filoha de la Baie d'Antongil, qui se déclare « sujet de leurs Hautes Puissances, Messieurs les États Généraux des libres Pays Bas Unis ». Quand Maurice sera abandonnée au profit de l'escale du Cap de Bonne Espérance, les visites des Hollandais se feront de plus en plus rares.

septembre 1642 : Envoyés par la Compagnie des Indes orientales fondée par le capitaine Rigault – qui a obtenu pour dix ans du cardinal de Richelieu un privilège de résidence et de commerce dans l'île de Madagascar et a su intéresser Fouquet et plusieurs membres du Conseil du Roi à son entreprise –, les commis Pronis et Foucquembourg débarquent du Saint-Louis (avec lequel ils ont auparavant reconnu les îles Mascareignes et l'île Sainte-Marie) dans la baie de Manafiafy, dans le sud-est de l'île, en compagnie de douze hommes rejoints l'année suivante par soixante-dix autres.

fin 1643 : L'hostilité des indigènes et les ravages dus aux fièvres conduisent le Rochelais Pronis à s'établir à la pointe de Taolanaro, à l'extrême sud de la côte orientale de l'île, où le fort Dauphin est érigé en 1643 en l'honneur du futur Louis XIV. Des contacts sont établis avec des chefs de l'Anosy et des reconnaissances sont lancées sur la côte est jusqu'à la baie d'Antongil pendant que Foucquembourg visite le sud du pays et en rapporte du bétail.

1644 : Richard Boothby évoque aussi Madagascar comme un « paradis terrestre » tout désigné pour devenir, au même titre que la Virginie en Amérique du Nord, une colonie protestante. En cette même année 1644, un groupe de 140 colons conduit par un certain John Smart vient s'installer dans la baie de Saint-Augustin (Tuléar) où un fort est établi mais, faute de relations régulières avec les indigènes, les Anglais, privés de ravitaillement, doivent évacuer l'endroit un an plus tard, après avoir perdu les neuf-dixièmes de leur effectif. L'un des rescapés, Waldegrave, règle alors ses comptes avec Richard Boothby dont les descriptions flatteuses avaient motivé les malheureux colons, en expliquant que « le pays est stérile, le climat malsain, les mines illusoire. À Madagascar, il n'y a rien à espérer de bon ni d'heureux. »

1646 : La situation de la colonie française de Fort Dauphin se détériore. Foucquembourg est reparti vers la France et Pronis, un protestant rochelais, s'oppose à la majorité catholique des colons qui lui reprochent de favoriser son épouse malgache et l'arrêtent. L'arrivée d'un navire français entraîne sa libération six mois plus tard mais il attire des indigènes dans un guet-apens pour les livrer au capitaine du navire qui entend les vendre comme esclaves aux Hollandais. Pendant ce temps, certains colons ont

suivi Claude Leroy, le second de Pronis, pour aller s'installer sur la côte sud-ouest de l'île, dans la baie de Saint-Augustin. L'hostilité de certains autochtones, les complications nées des guerres locales dans lesquelles les Français s'engagent et les divisions qui affectent la petite communauté hypothèquent lourdement l'avenir de la colonie.

décembre 1648 : Arrivée du gouverneur Étienne de Flacourt, associé de la Compagnie et envoyé par celle-ci pour rétablir l'ordre. Il est accompagné de deux pères lazaristes, envoyés par saint Vincent de Paul.

1648 : Le Chevalier Étienne de Flacourt, né en 1607 à Orléans au sein d'une famille noble et mort en mer le 10 juin 1660, arrivé en compagnie de deux pères lazaristes, Nacquart et Gondrée, remplace Pronis à la tête de l'établissement. Il s'installe à Fort-Dauphin le 3 décembre 1648. Pronis repart sur le Saint-Laurent en février 1650 avec une modeste cargaison de cuirs et de cire, décevante pour les associés de la Compagnie. Aucun navire français ne revient à Fort Dauphin avant 1654. Disposant d'une centaine d'hommes, Flacourt doit faire face à l'hostilité des indigènes et doit monter des expéditions punitives. Un assaut contre Fort Dauphin est dispersé au canon et les chefs se soumettent les uns après les autres. La victoire semble acquise en 1653 et le développement des cultures de riz doit normalement assurer à la colonie des ressources alimentaires suffisantes, complétées par les razzias de bovins réalisées dans l'arrière-pays. Flacourt quittera Madagascar le 12 février 1655, après avoir conçu un plan d'occupation, sans avoir pu mener à bien sa mission commerciale. Andriamanely règne sur le Bara.

1649 : Le roi Zafindravola Andriamanaga règne sur les Masikoro. Expédition du roi bara Andriamanely contre le roi mahafaly Andriandravalo.

1650 : L'Anglais Robert Hunt et sa petite troupe, venus s'installer dans l'île d'Assada (Nossi-Bé, au large de la côte nord-ouest de Madagascar), sont massacrés par les indigènes.

1651 : Andriandramaka échoue dans sa tentative de s'emparer de Fort-Dauphin. Le betsileo Ralambo fonde le Royaume de l'Isandra. Andriandahifotsy étend le Royaume de Menabe au nord jusqu'au Manambolo ; sa prépondérance sur ses voisins Andraivola et Zafimanely. Description de l'Arindrano par Flacourt. Raonindranarivo partage le Lalangina en 4 provinces.

1655 : Massacre du capitaine La Forêt et de ses compagnons. D'autres massacres sont perpétrés en 1656 et suivis de sanglantes représailles.

février 1658 : Flacourt repart pour la France et laisse le commandement de la colonie à Pronis, revenu dans l'île en 1654. Il publie alors une Histoire de la grande île de Madagascar ainsi qu'un Dictionnaire de la langue de Madagascar et une Relation des événements qui avaient marqué la vie de la colonie. Il conseille l'extension de la colonisation et la conversion des indigènes mais, quand il repart en 1660, son navire est attaqué par les Barbaresques et il périt au cours du combat. Il a résumé pour ses contemporains les atouts de la grande île qui «... est la mieux placée que n'importe quelle île qui soit au monde pour les commodités que les Français en peuvent tirer. Elle est dans le passage pour aller dans les Grandes Indes, proche du royaume de Monomotapa riche en or et en ivoire, et d'icelle l'on pourrait aller faire des découvertes dans les terres australes. L'on y peut bâtir des navires... L'on peut de l'île seule tirer toutes les victuailles nécessaires pour les navigations des Indes, et même assister les autres pays, ce qui est le plus grand avantage que l'on y peut espérer... » Pendant son absence et après la disparition de Pronis survenue en 1655, la situation de la colonie s'est détériorée dans la mesure où celui qui a hérité du commandement, Champmargou, se contente d'une politique de razzias qui entretient l'hostilité des indigènes.

1663 : Le Hollandais Frédéric de Houtman publie un premier dictionnaire établissant la parenté du malais et du malgache.

1663 : Un navire français amène à Fort Dauphin un renfort de soixante-dix hommes et un prêtre lazariste, le Père Étienne, dont le prosélytisme maladroit lui vaut d'être assassiné. Champmargou ne doit d'échapper à un sort analogue qu'à l'intervention du Rochelais Le Vacher, dit La Case, qui a épousé la fille d'un chef local et est ainsi devenu prince malgache, ce qui lui permet de soutenir la petite colonie où se maintiennent ses compatriotes.

mai 1664 : Constitution d'une nouvelle Compagnie des Indes orientales, dont les dirigeants prévoient la mise en œuvre d'un vaste programme de colonisation à Madagascar. Quatre navires amènent 400 hommes, soldats et colons placés sous les ordres de Beausse, un demi-frère de Flacourt.

14 juillet 1665 : Louis XIV afin de prendre de vitesse les Anglais, proclama la souveraineté française sur le territoire malgache, baptisé île Dauphine et fait de Madagascar la base avancée de la Compagnie française des Indes orientales.

10 mars 1667 : Colbert envoie des colons ; débarquement à Fort Dauphin du marquis de Montdevergue, lieutenant général, accompagné de deux directeurs commerciaux, Caron et De Faye, de dix vaisseaux, d'un procureur général, de quatre compagnies d'infanterie, de marchands et de colons, en tout deux mille personnes... qu'il est bien difficile de nourrir malgré les efforts de La Case pour fournir le riz nécessaire.

décembre 1667 : À partir de Fénéry (Fort-Gaillard), le marchand François Martin entreprend de pénétrer dans l'intérieur pour en ramener des bœufs. Il remonte les rives du Maningory, franchit la falaise forestière de l'est de l'île et atteint le lac Alaotra mais les indigènes du plateau sont déterminés à se défendre et leurs villages fortifiés apparaissent inexpugnables, ce qui contraint la poignée de Français et leur « armée » indigène à une retraite rapide vers l'est. Les Français doivent bientôt évacuer les postes d'Antongil et de Matitanana mais se maintiennent aisément dans l'île de Sainte-Marie.

1669 : Rappel de Montdevergue. Il mourra emprisonné au château de Saumur alors que la Compagnie demande au roi de la décharger de Madagascar pour concentrer ses efforts sur l'Inde où Caron s'est établi à Surate, bientôt suivi par De Faye et par François Martin qui sera le fondateur de Pondichéry. Le successeur de Montdevergue, Blanquet de La Haye, a confirmé en 1670 la prise de possession au nom du roi mais il conclut en août 1671 à la nécessité d'abandonner Fort Dauphin au profit de l'île Bourbon (la future Réunion), de Sainte-Marie et d'Antongil.

1674 : Les quelques dizaines de Français demeurés à Fort Dauphin sous les ordres du major La Bretèche abandonnent en septembre la colonie et se replient sur Bourbon. L'échec est total dans la mesure où la présence française s'est limitée à une dimension exclusivement prédatrice. Il n'était pas possible, faute d'hommes en quantité suffisante, d'établir une colonie de peuplement et l'absence de cultures tropicales fournissant des produits « chers », comparables à ceux que procuraient les « îles à sucre » des Antilles ou les îles à épices des Indes orientales, rendait bien vaine une occupation également compromise par l'hostilité des indigènes et les ravages opérés par les fièvres. Trois arrêts successifs n'en confirment pas moins, au début du XVIIIe siècle, la souveraineté – devenue purement théorique – du roi de France sur la grande île.

Le pays Tsimihety reçoit ses premiers émigrés (Antivohilava) en provenance de l'Est. Règne de Fizaha (Antesaka) à l'Est de la dépression d'Ivohibe. Avènement d'Andriamasinavalona en Imerina. Andriamasinavalona partage son royaume entre 4 de ses fils.

1675-1710 : Le roi Andriamasinavalona réussit à rassembler l'Imerina Ambaniandro 4 Toko constitué de Vakin'Ifanongoavana, Vakin'Antsahasarotra, Vakin'Ombifotsy et Vakin'Irangaina. Il apporta des aménagements à la hiérarchie des castes et plaça la lignée de ses descendants à la 2ème caste des Andriana (nobles) sous le générique Andriamasinavalona.

1682 : Mort d'Andriandahifotsy. Andriamandisoarivo entreprend la formation du Royaume du Boina, et ses incursions en pays Tsimihety, Sihanaka, Bezanozano et Merina. Émigration d'Andriamarolo (Rabehavana) des environs de la plaine d'Ivohibe à la Côte.

1684 : De nombreux pirates trouvent refuges sur les côtes et participent activement à l'économie du pays : le capitaine Avery est alors installé dans la baie d'Antongil, le capitaine Williams à Sainte-Marie. Le Provençal Misson et son complice Caraccioli établissent pour leur part, dans la baie de Diego Suarez, l'étonnante république de Libertalia, véritable laboratoire d'un socialisme utopique avant la lettre. Jusqu'en 1720, seuls les pirates français et anglais fréquenteront les côtes malgaches. Vers 1720, l'arrivée de nouveaux pirates antillais, parmi lesquels le célèbre La Buse, conduit les puissances européennes à se mobiliser et l'escadre anglaise du commodore Matthews, envoyée en 1721 dans l'océan Indien, contraint ces hors la loi à abandonner leurs bases. Beaucoup se réfugient alors dans l'intérieur et abandonnent leurs activités criminelles en se mêlant à la population indigène. L'exécution de La Buse, pendu à Bourbon en 1730, marque la fin de la période qui vit les côtes malgaches prendre le relais de l'île de la Tortue.

1700 : L'ethnie Ménabé étend son pouvoir sur Madagascar.



## L'expansion du royaume merina (XVIIIe s. – 1817)

1710 : Division de l'Imerina. Andriamasinavalona partagea de son vivant son royaume entre ses quatre fils pour que chacun en administre une partie : Andrianjakanavalomandimby à Antananarivo (1710-1727), Andriavalonimerina à Ambohitrabiby, Andriantomponimerina à Ambohidratrimo, et Andriantsimitoviaminandriana à Ambohimanga (appelé Tsimadilo à l'époque). Erreur funeste car ses fils entreprirent de se faire des guerres fratricides jusqu'à la fin du XVIIIème siècle. Celui d'Ambohidratrimo séquestra son père pendant sept longues années afin de se faire octroyer l'ensemble du royaume pour lui tout seul. Mais Andriamasinavalona tint bon, et à la fin, il put être secouru, par ruse, par ses fidèles.

Raonimanalina réforme l'administration et développe l'armée et le commerce dans le Lalangina. Guerres quasi permanentes entre les Mahafaly et leurs voisins Sakalava et Antandroy. Les successeurs d'Andriamanetriarivo développent le système féodal. L'Anosy est partagé entre de nombreux chefs locaux. Ramaromanompo est nommé Commandant en chef des Betsimisaraka du Nord et forme le projet de confédérer les Betsimisaraka. Victoire de Ramaromanompo à Fenerivo et à Vohimasina. Campagne de Ramaromanompo chez les Betsimisaraka du Sud. Les Mahamasinandriana renversent Andrianonifoloalina et le remplacent par son frère. Andrianonindranarivo dans la Lalangina. Andrianihevanarivo, du Menabe, oblige Andriantsirotsa de Tankarana à abandonner son Royaume. Andrianonindranarivo rétablit les privilèges des Mahamasinandriana et accroît la prospérité et le prestige du Lalangina.

La traite des esclaves, assurée aussi bien par des Arabes, des Swahilis, des Européens que par des marins malgaches, en relation avec les côtes de l'Afrique et les Mascareignes, affermit la puissance de grandes formations politiques, comme la dynastie des Maroseranana au XVIIIe s. à l'ouest, ou le royaume des hautes terres centrales.

1710-1730 : Andriantsimitoviaminandriana fut le premier roi à régner à Ambohimanga. Devant la tournure des événements créés par son frère à Ambohidratrimo, il choisit de soumettre son autre frère plus proche à Ambohitrabiby, et tint fermement les deux royaumes sous son autorité.

1720 : L'introduction à Bourbon de la culture du café d'Arabie entraîne un développement très rapide de cette culture, aux dépens des cultures vivrières. Pour exploiter cette nouvelle ressource, il faut se procurer des vivres à Madagascar mais aussi des esclaves qui fourniront la main d'œuvre nécessaire. Les relations se rétablissent donc rapidement avec la côte orientale de la grande île.

1727-1747 : Andriampoinimerina, fils d'Andrianjakanavalomandimby succède à son père à Antananarivo

1730-1770 : Le roi Andriambelomasina succède à Andriantsimitoviaminandriana à Ambohimanga. Dès son plus jeune âge, il assura l'éducation de son petit-fils "au teint clair", élevé au village d'Amboatany, sur la colline à côté d'Ambohimanga ; il s'appelait Imboasalama, et deviendra plus tard le plus grand roi de Madagascar connu sous le nom d'Andriampoinimerina, ou Nampoina en raccourci. Ce dernier était né de l'union de sa fille Ravalonandriambelomasina avec le roi d'Ikaloy, Andriamiaramanjaka.

1733 : Étude de l'ingénieur Cossigny en vue de l'installation d'un établissement français à Antongil où, en 1746, La Bourdonnais fait relâcher ses navires, durement éprouvés par un cyclone, et trouve tout le bois nécessaire aux réparations.

1739 : Les matelots français de la frégate La Légère sont massacrés dans la baie d'Antongil.

1747-1767 : Andriavalonibemihisatra succède au trône de son père à Antananarivo.

1750 : A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la population troquait esclaves, zébus et riz contre des fusils et autres produits manufacturés auprès des nombreux pirates et négriers européens de la côte Est. Ramanano, prince de Vatomaniry, décidé à contrôler les meilleurs ports de la façade orientale, parvient à asservir ses voisins septentrionaux, mais suscite la révolte des "zana-malata" (mulâtres descendants de pirates). Ratsimilaho, fils du pirate anglais Thomas White et de la princesse Rahena, le chasse et se fait proclamer "roi des Betsimisaraka" (les nombreux solidaires, ou qui ne se séparent pas). Il prend le nom de Ramaromanompo, celui qui a plusieurs vassaux. Le gouverneur de Bourbon, David, obtient de Ratsimilaho, le roi des Betsimisaraka, la cession de Sainte-Marie mais l'un de ses agents y est tué la même année ; les fièvres écartent de l'île les Français, qui y reviennent en 1753 mais l'évacuent quatre ans plus tard. Le royaume de Ratsimilaho s'étend de Mananjary à la presqu'île de Masoala, mais il s'effritera bien vite après sa mort en 1751.

Sa fille, la princesse Bety vécut des amours tumultueuses avec le caporal Filet, dit "Labigorne" agent de la Compagnie des Indes, et céda l'île à la France.

Le système féodal entraîne la dislocation et l'affaiblissement du royaume du Boina.

1761-1763 : L'astronome Legentil travaille à Madagascar.

1767 : Un marchand, Glémet, est envoyé par le gouverneur de Bourbon, Dumas, à Fort Dauphin et à Foulpointe et Valagny, un officier qui avait combattu aux Indes, propose de fonder un établissement permanent à Antongil. Ce projet apparaît d'autant plus intéressant que la population des Mascareignes s'accroît très vite et que les îles risquent de dépendre de plus en plus des vivres et des esclaves fournis par la grande île voisine : il y a à Bourbon un millier d'esclaves d'origine malgache en 1717, on en comptera quatorze mille en 1826.

Zanahary, successeur de Ramaromanompo, est assassiné par ses sujets. Lamboina règne sur le pays Tankarana.

1767-1774 : Andriambalohery règne sur Antananarivo. Il ne régnera pas longtemps car il mourut de maladie, et n'eut pas droit à la "trano masina" (maison sainte) sur son tombeau à Anatirova.

1768 : Un petit comptoir est établi à Foulpointe, à l'initiative de Pierre Poivre, intendant des Mascareignes.

1768-1771 : Voulant faire de Madagascar une base de ravitaillement de leurs colonies mascareignes (La Réunion, Maurice et Rodrigue), les Français tentent de se rétablir à Fort Dauphin avec le Comte de Maudave, puis en 1774-1786 dans la baie d'Antongil, avec Benyowsky, mais sans succès.

septembre 1768 : Le comte de Maudave, ancien officier qui avait combattu aux Indes et était devenu propriétaire à l'île de France (l'ancienne île Maurice) débarque à Fort Dauphin avec un ambitieux projet de colonisation. L'entreprise est un échec. Attaché aux idées philosophiques, Maudave entend laisser aux indigènes « l'exercice paisible de leurs droits » et veut interdire l'esclavage mais les conflits avec les Malgaches débouchent sur des massacres et notre planteur-philosophe envoie lui-même une centaine d'esclaves sur son domaine de l'île de France. La grande île est de nouveau évacuée en février 1771. L'intendant des Mascareignes Pierre Poivre était bien disposé à encourager Maudave mais le gouverneur Dumas et son successeur le chevalier Desroches firent tout pour compromettre le succès d'une entreprise qui risquait de créer une concurrence dangereuse pour l'île de France et l'île Bourbon.

1770 : Séjour du naturaliste Commerson à Fort Dauphin. Il y révèle l'existence de nombreuses plantes et animaux propres à la Grande Île, qu'il présente comme un « sanctuaire particulier » de la nature.

1770-1787 : Andrianjafy, fils du roi Andriambelomasina et suivant le testament de ce dernier, hérite du trône d'Ambohimanga, mais doit ensuite le léguer à Imboasalama. Cependant, ce roi Andrianjafy eut un fils dénommé Ralaitokana, qu'il voulut faire régner après lui. Pour ce faire, il usa de multiples stratagèmes pour assassiner son neveu Imboasalama, et mit son frère Andriantsimitovizafinitrimo au courant de son projet. Ce dernier, par respect pour la mémoire de son père (la tradition était encore orale, mais non écrite, donc "plus sacrée"), sauva son neveu Imboasalama en le prévenant en maintes occasions, actes qu'il paya de sa vie, car son frère Andrianjafy le fit assassiner. Mais les notables Tsimahafotsy d'Ambohimanga et Tsimiamboholahy d'Ilafy eurent aussi connaissance des funestes projets d'Andrianjafy, et choisirent de le destituer pour porter Imboasalama sur le trône suivant les recommandations de son grand-père Andriambelomasina.

février 1774 : Le baron de Benyowsky – aventurier polono-hongrois prisonnier des Russes en 1769, échappé du Kamtchatka deux ans plus tard et qui s'est vu confier à Versailles la mission de rétablir la présence française à Madagascar – s'installe dans la baie d'Antongil où il fait construire un village baptisé Louisbourg. D'autres postes sont établis à Mananara, à Fénériver, à Tamatave, au Cap d'Ambre et à Foulpointe. Les Sakalaves rebelles sont vaincus en mai 1776 mais Benyowsky doit compter avec l'hostilité du gouverneur de l'île de France, le chevalier de Ternay, et du commissaire de la Marine, Maillart-Dumesle.

1774-1794 : Andrianamboatsimarofy, fils de Ramananimerina soeur d'Andriambalohery, est porté sur le trône d'Antananarivo.

1775 : Carte des côtes de Madagascar réalisée par l'hydrographe d'Après de Manneville.

1774-1777 : Voyages dans l'intérieur, jusqu'au plateau de l'Imerina, de Nicolas Mayeur, le premier Européen à visiter Tananarive.

1776 : Deux commissaires envoyés de France, Bellecombe et Chevreau, constatent les limites de l'entreprise de colonisation. Benyowsky rentre en France mais, tout à ses rêves mégalomanes – il s'est fait proclamer « roi » par diverses populations indigènes –, il ne parvient pas à trouver des commanditaires pour établir un « empire de Madagascar ». Il n'a pas plus de chance en Autriche et en Angleterre et c'est finalement en Amérique du Nord qu'il trouve des partenaires, ce qui lui permet de regagner la grande île en juillet 1785. L'épisode se termine le 24 mai 1786 quand un détachement envoyé de l'île de France et commandé par le chevalier de Tromelin vient donner l'assaut au village de Mauritiana dont l'aventurier hongrois voulait faire sa « capitale ». Benyowsky est tué au cours de cette action. Son rêve d'empire malgache s'effondrait mais c'était à son initiative qu'avaient été réalisées les premières reconnaissances européennes sur le plateau de l'Imerina.

1780 : Le pouvoir passe aux femmes avec Ravahiny dans le Boina. Avènement de Raindratsara. Il partage le Lalangina en 3 provinces. Incursions Sihanaka et Bezanozano en pays Merina.

1780-1781 : Le père Durocher, préfet apostolique pour Madagascar, séjourne à Antongil, Foulpointe et Fort Dauphin et envoie à Rome quelques jeunes Malgaches dont l'un devint prêtre mais la Révolution interrompra cette entreprise missionnaire.

1786-1788 : Lasale parcourt la côte orientale et visite l'extrême-nord du pays et l'Alaoatra.

1787-1810 : Règne d'Andriananampoinimerina. Unification de la Grande Île.

2 mai 1787 : Imboasalama accède au trône d'Ambohimanga sous le nom d'Andrianampoinimerina. Les trois cousins, rois d'Ambohidratrimo, d'Ambohimanga et d'Antananarivo firent un pacte de non-agression et de vouloir vivre en paix en se donnant mutuellement des femmes pour épouses.

Andrianampoinimerina devait avoir Ravaonimerina, fille d'Andrianamboatsimarofy, et en contrepartie devait donner à ce dernier sa sœur, Ralesoka, pour épouse. Mais Andrianamboatsimarofy ne respecta pas la parole donnée, et donna sa fille au roi d'Ambohidratrimo. Déçu et extrêmement fâché de cet "acte de provocation", Andrianampoinimerina fit la guerre à ses cousins et réussit à les vaincre après plusieurs assauts. Comme son arrière-arrière-grand-père Andriamasinavalona qui eut douze femmes, le roi Andrianampoinimerina fit des mariages politiques en épousant plusieurs femmes qu'il plaça sur les "douze collines sacrées" de l'Imerina.

1787 : L'île est divisée en royaumes sur une base tribale.

Décadence du Lalangina, Le Manandriana se place sous le protectorat merina.

Annexion du Vakinankaratra par Andrianampoinimerina. Andriamanalina III (Isandra), Andriambavizanaka (Lalangina) et Rarivoarindrano (Tsienimparihy) acceptent le protectorat merina. Andriajomoina (Bezanozano) accepte la souveraineté merina.

1790 : L'ethnie Mérimina domine Madagascar. La ville d'Antananarivo est construite comme une forteresse par les rois Merina, qui en font leur résidence principale.

1790-1792 : Voyages de Dumaine dans l'intérieur.

1791 : Envoyé à Madagascar par la Constituante, le commissaire Lescallier y scelle avec les Malgaches un pacte d'amitié ; le gouverneur de l'île de France Cossigny, le fils de celui qui avait imaginé le projet de colonisation en 1733, voit alors dans les nouveaux principes qui régissent le royaume de France devenu une monarchie constitutionnelle l'occasion de réaliser les vœux de son père : « Notre nouveau régime, qui a pour principe l'égalité, nous gagnera tous les peuples de l'île et unira sous le nom de Français une nombreuse population. »

1792 : Andriambalo (Antemoro telo mianaka) de retour de Mandritsara pour la propagation de l'art divinatoire passa par Ambohimanga et fit une prédiction selon laquelle Andrianampoinimerina réussirait à réunir tout l'Imerina.

1794 : Après avoir chassé Andrianamboatsimarofy son cousin, Andrianampoinimerina s'installa à Antananarivo, réunit l'Imerina 6 Toko sous sa seule autorité : Avaradrano, Vakinisisaony, Marovatana, Ambodirano, Vonizongo, Vakinankaratra. Il traça son objectif devenu un célèbre leitmotiv "Ny Ranomasina no valam-parihiko" : ou la Mer est la limite de mes rizières. Plusieurs roitelets commencèrent à se soumettre pacifiquement, d'autres par la guerre (Betsileo, Bezanozano...).

1796 : Une escadre anglaise détruit le port de Foulpointe qui était le principal lieu d'approvisionnement pour les habitants des Mascareignes. Les échanges s'y poursuivront, ainsi qu'à Fénéry, Sainte-Luce, Foulpointe et Antongil mais c'est désormais Tamatave qui devient le principal centre commercial de la côte est.

1802 : Le botaniste Michaux s'établit près de Tamatave.

23 septembre 1802 : Andrianampoinimerina dépêcha auprès de Ravoajanahary, roi Antemoro d'Ivato-Matitanana, une délégation conduite par Andriamiray et Rainitsimba (originaires d'Ambohimambola et d'Alasora) pour le prier de lui envoyer des devins compétents "Ombiasa" pour une durée qu'il ne voulut pas préciser. Cinq personnes furent désignées et trois castes Antemoro envoyèrent des représentants :

- 1- Imosa, des Zafimolajja
  - 2- Ratsimezy, des Antesavana
  - 3- Andriambita,
  - 4- Ratsilikaina, l'aîné et son frère cadet
  - 5- Andriamahazonoro, ces trois derniers étaient des Anakara, descendants de Ralitavaratra.
- Ils furent reçus par Andrianampoinimerina le 17 octobre 1802 pour être notifiés qu'ils résideront désormais à la Cour d'Imerina pour l'aider à réaliser l'unité du pays. Avec l'aide du Conseil d'Etat réuni pour l'occasion : Hagamainty et son fils Rabemanantsoa, Andriantsilavonandriana et ses trois fils Ingahivony (futur Rainiharo), Rajery et Ratsimanisa, Hagafotsy et son fils lantoandro, Ralala et son fils Rahaba, Ralainanahary, Rabasivalo (mari de sa soeur), Andriamambavola, Rakotonavalona, Andrianavalona (père des jumeaux Raombana et Rahaniraka), Rafaralahiandriantiana et son fils Andriantsitohaina.

1804 : Aux incursions menées par les Sakalava du Menabe pour faire des razzias (de biens et d'esclaves) sur les hautes terres, Andrianampoinimerina ne répondit pas tout de suite par la guerre, mais envoya une délégation de 18 hommes comprenant les porteurs et 4 des 5 Antemoro pour négocier avec le roi Mikala Andriantsoanarivo. Ce dernier reconnut l'autorité de Nampoina et lui fit rapporter 30 bœufs à deux teintes, noir et blanc, 3 esclaves (homme, femme et enfant) et une belle lance en guise de dons symboliques, marques de cette soumission (quoiqu'il continue d'exercer l'administration de son territoire, car ce fût la méthode d'Andrianampoinimerina).

1805 : Nampoina demanda aux Anakara d'apprendre à son fils préféré, le prince Radama qui avait 13 ans, à écrire le "Sorabe" et les "techniques de l'astrologie", mais d'abord, ils devaient "arranger astralement sa destinée" pour qu'il puisse un jour régner. Dorénavant, ce fils sera appelé par le nom de Ilaidama, d'après les astrologues. Il participera aux réunions du Conseil d'Etat et prendra part aux guerres de conquête et de pacification menées par le roi en pays Sihanaka et Betsimisaraka. Pour la première fois, Andrianampoinimerina traversa les lacs Rasoabe et Rasoamasay de Manambato cette année-là pour voir la mer et atteindre Toamasina (Tamatave) et Vatomandry en compagnie d'Andriamahazonoro. Dans cette dernière localité, à Vohiboahazo, il fit don d'un terrain dont la partie nord était pour Andriamahazonoro, et la partie sud pour Radama, "pour que vos descendants se souviennent éternellement de la bénédiction divine en nous léguant cette terre sainte", disait-il.

1807 : Mort de Miakala (Menabe) et mort de Ravahiny (Boina) et début du règne de Ramitraho (Menabe). Nampoina fit officiellement part au Conseil d'Etat de sa décision de nommer Ilaidama, fils qu'il eut de Rambolamasoandro, descendante de sa grand-mère Ramorabe reine d'Ambohidratrimo, comme seul et unique héritier du trône.

En récompense aux services rendus à l'Etat par les cinq Conseillers Antemoro dans l'unification du royaume, Andrianampoinimerina les fit élever au rang d'Andriamasinavalona (et avec eux, la tribu Antemoro entière), avec tous les privilèges attachés à ce rang, en particulier le mariage d'Andriamahazonoro avec une femme de la famille royale.

Les autres fils d'Andrianampoinimerina qui complotaient contre cette décision furent mis à mort : Rabodolahy, Ramavolahy dit "Somotra", et Ralainanahary à l'avènement de Ilaidama.

1807 : Le général Decaen, gouverneur de l'île de France, envoie à Madagascar Sylvain Roux, un créole mauricien qui, par son action, réussit à assurer aux îles Mascareignes le ravitaillement qui leur est nécessaire.

1808 : Reconnaissance de Hugon jusqu'à Tananarive.

1808 : Les Anglais établissent un blocus de la côte malgache pour interdire les importations de vivres des Mascareignes, dont ils s'emparent en 1810.

1810-1828 : Règne de Radama 1er, ouverture sur l'Occident. Hubert Deschamps dit de ce souverain que « son règne court, extraordinairement rempli, marque un tournant et inaugure le XIXe siècle malgache, avec les trois caractères qu'il gardera jusqu'au bout : rivalité franco-anglaise, conquête de la plus grande partie de l'île par les Merina, pénétration des influences européennes ».

1810 : Décès d'Andrianampoinimerina ; il choisit d'être enterré à Ambohimanga à côté de ses ancêtres. Plein de prévoyance, il destina sa nièce Rabodonandrianampoinimerina comme épouse principale de son fils Radama 1er. Sans attendre la fin du deuil national [normalement d'une durée d'un an quand un roi "tourne le dos" ("miamboho", ou meurt)], ce dernier, âgé seulement de 18 ans, succède à son père et entreprend de soumettre les Bezanozano à l'Est, les Betsileo à Ambositra, mène des expéditions chez les Sakalava du nord ouest, et dans d'autres régions de l'île. Expédition de Radama 1er dans le Vohibato.

Le traitant Sylvain Roux, qui a fondé des comptoirs à Foulpointe et à Tamatave, représente officiellement la France à Tamatave. Anglais et Français tirent de Madagascar des esclaves, des bœufs et du riz, en échange de piastres et de fusils.

18 février 1811 : Deux navires de guerre anglais aux ordres du commodore Lynne obtiennent la reddition de Tamatave.

1814 : La France doit céder à l'Angleterre l'île Maurice, Rodrigue et les Seychelles mais le gouverneur britannique de Maurice, l'Écossais Robert Farquhar, réclame aussi les comptoirs français de la côte orientale de Madagascar et crée même un poste anglais à Port Louquez, dans la baie d'Antongil. Les étrangers n'avaient pas le droit de "monter" à Antananarivo à cette époque mais faisaient du commerce sur le littoral, en particulier à Toamasina (ou Tamatave). Farquhar est désavoué par Londres mais il imagine de s'appuyer sur la puissance mérina grandissante pour développer l'influence anglaise dans la grande île. Sous l'Empire, les Anglais chassent les Français, qui ne conservent que la petite île de Sainte-Marie, acquise en 1750.

Septembre 1816 : Des créoles de Maurice, Chardenaix puis Lesage, sont envoyés à Tananarive par le gouverneur anglais et le second y obtient la conclusion d'un traité d'amitié et de commerce. Sir Robert Farquhar, Vice-Amiral et Gouverneur de l'île Maurice dépêche Mr Chardenaix pour sonder le roi sur les possibilités de coopération entre les deux pays. En reconnaissance de cette heureuse initiative, Radama I accepte de lui confier ses deux jeunes frères, Ratafika et Rahova, pour être éduqués à Maurice par Mr. James Hastie, "sergent" anglais du 56ème Régiment de l'armée de l'Inde, héros de la "Maharatta War", né en 1786 à Cork en Irlande.

## Le royaume de Madagascar reconnu à l'extérieur (1817 - 1895)

1817 : Le sergent Hastie, envoyé britannique, arrive à Tananarive pour obtenir l'abolition de la traite des esclaves. Un traité d'amitié Anglo-Merina passé entre la Grande-Bretagne et Radama Ier donne à celui-ci le titre de roi de Madagascar ; en contrepartie de son renoncement à la traite des esclaves, Radama Ier ouvre l'île aux instructeurs militaires anglais ainsi qu'aux missionnaires de la London Missionary Society, qui rédigent un vocabulaire et une grammaire de la langue malgache. L'Imerina commence de s'organiser sur le mode d'un État européen, pourvu d'une armée moderne et d'un système scolaire.

4 février 1817 : Le Gouverneur de Maurice envoie son émissaire, le Capitaine Lesage avec 30 instructeurs militaires anglais, pour faire signer le premier traité international entre le Royaume de Madagascar et le Royaume britannique. Celui-ci comportait 8 articles portant sur l'amitié entre les deux peuples, le commerce et la libre circulation en mer. Au terme de cette mission, le capitaine Lesage laisse auprès du roi les instructeurs militaires dirigés par deux Officiers anglais, Craden et Brady, pour former son armée. C'est à partir de cette date que Radama I fait recruter des jeunes de familles aisées qui peuvent subvenir aux frais de leur formation militaire pour devenir Officiers de son armée (d'où le nom malgache "miaramila", avoir besoin ensemble).

Juin 1817 : James Hastie raccompagne les deux jeunes frères du roi avec Mr Pye, Consul d'Angleterre nommé à Toamasina. Il est lui-même nommé par Sir Robert Farquhar Représentant Résident de la Couronne d'Angleterre à Antananarivo.

23 octobre 1817 : Radama I accepte de signer avec Sir Farquhar un traité mettant fin à la traite des esclaves, qui constituait pourtant la ressource principale du royaume, mais à terme, une pratique qui viderait l'île de ses habitants, assurait ce Gouverneur anglais. Il était un "friends" de la FFMA (Friends Foreign Mission Abroad), ou "Quaker" de religion, qui luttait pour l'abolition de l'esclavage dans l'empire britannique. En compensation, l'Angleterre fournira annuellement au roi une somme d'argent, des fournitures et équipements pour l'armée, afin que son peuple puisse s'adonner en toute quiétude à la culture, sans craindre les "voleurs d'hommes".

Malheureusement, profitant des longues vacances que Sir Farquhar devait prendre en Angleterre, son remplaçant, le Général Hall, subjugué par les esclavagistes propriétaires de plantations à Maurice coupa les subsides, rappela l'ambassadeur James Hastie en juillet 1818 et dissuada les missionnaires de la London Missionary Society (LMS - association créée à Londres en 1795), le couple David Jones et le couple Thomas Bevan de venir à Madagascar, ce qu'ils firent pourtant le 18 août 1818 ; ils s'installèrent d'abord à Toamasina..

Dépité de cette "fourberie anglaise" et rempli de honte devant ses sujets, Radama I laissa le florissant commerce d'esclaves reprendre de plus belle.

1818 : Le sergent Robin, un Français de la Réunion, d'origine jamaïcaine, est reçu par Radama I et engagé pour être son précepteur, et enseigner le français aux jeunes filles nobles et aux employés de la Cour.

3 octobre 1820 : Sir Farquhar, de retour d'Angleterre, envoya de nouveau James Hastie auprès de Radama I, accompagné du Révérend David Jones de la L.M.S. qui fonda la première église chrétienne à Antananarivo et la première école à Ifidirana.

11 octobre 1820 : Signature de nouveaux accords de coopération ; cessation de la traite d'esclaves, formation de cadres en Angleterre, envoi de 20 jeunes pour étudier différents métiers, formation des musiciens de la première fanfare royale et formation de 50 marins à bord de navires de guerre anglais à Maurice.

20 octobre 1820 : Départ de la première ambassade malgache en Angleterre, conduite par Ratefinanahary (gendre du roi Andrianampoinimerina) et Andriamahazonoro pour accompagner les 9 premiers cadres à être formés par la London Missionary Society en Angleterre pendant neuf ans, et développer auprès de sa Majesté britannique, le roi George IV l'esprit du traité conclu avec Sir Robert Farquhar.

Radama I fit remettre aux Directeurs de la LMS un message personnel leur faisant part de son accord pour l'implantation de la mission à Madagascar, et leur demandant d'envoyer un grand nombre de missionnaires pour la propagation de la religion et de l'enseignement dans son pays

Les neuf premiers cadres envoyés étaient : Rahaniraka, Raombana, Razafinkarefo, Ravarika, Raolombelona, Andrianaivo, Rakotomavo, Ramboa, Andriantsiory.

décembre 1820 : Des religieux britanniques, le révérend Jones de la London Missionary Society, et le révérend Griffiths ouvrent une école à Tananarive. Il y aura dans l'île 23 écoles (dont 20 en pays méridional), scolarisant plus de deux mille élèves, dont un tiers de filles. C'est à cette époque que le malgache se dote d'un système de transcription phonétique. Plusieurs milliers de Malgaches savent lire à la fin des années 1820 et les missionnaires entreprennent de traduire la Bible dans la langue du pays. Des techniques européennes sont alors introduites, principalement dans la capitale.

1821 : L'armée (ou "foloalindahy", les cent mille hommes) de Radama I, bien encadrée, comptait déjà 14.000 hommes. En plus de l'arrivée de missionnaires religieux (David Griffiths, Joseph John Freeman, l'autre David Johns, Edward Baker) à Madagascar, il y eut aussi d'autres artisans européens qui s'installèrent à Antananarivo pour enseigner différents métiers : Thomas Brook, menuiserie, Thomas Rowlands, tissage et filature, John Canham, maroquinerie et cordonnerie, George Chick, ferronnerie, Kitching, imprimeur, et plus tard Louis Legros, architecte, James Cameron, ingénierie, verrerie, scierie, topographie, savonnerie, Muris, couture, Carvaille, ferblanterie

1822 : Radama I, appelé par les missionnaires "Radama le Grand", installa des garnisons dans les régions pacifiées, sous le commandement de Gouverneurs, Officiers de la haute noblesse : Rafalahiandiantiana XI Voninahitra (Vtra, en abrégé), son beau-frère à Mahavelona (Foulpointe), Rabemanantsoa VIII Vtra à Midongy, Razatovo IX Vtra à Iharambazaha (Vohémar, 1825), Ratefinanahary XI Vtra son beau-frère à Mananjary en 1824, puis à Toamasina en 1825), Ramanetaka XI Vtra, son cousin à Majunga en 1824, Ramarosikina IX Vtra à Beseva en 1824, Ramananolona XI Vtra, son cousin à Fort Dauphin en 1825, qui y expulsa les français abrités dans le fort de cette localité, Rasatranabo à Manandaza, Andriantsarabika à Vohipeno, Matitanana en 1825...

Il mena une expédition à Toamasina, Foulpointe, Pointe à Larrée, Tintingue, pour mettre en garde la petite colonie française installée sur la côte Est menée par Sylvain Roux, que "le sol de Madagascar appartenait au roi", et que "les étrangers n'avaient pas le droit d'accaparer des terres, mais pouvaient librement faire du commerce dans toute l'île". Il chargea le roi Betsimisaraka, Jean René (qui signa un traité avec lui sous l'égide du Gouverneur de l'île Maurice) de pacifier les tribus du Sud Est, de Mananjary à Fort Dauphin, et continua lui-même en 1824 à mener une expédition pour soumettre le roi Andriantsoly, chef Sakalava du Boina au nord-ouest, qui s'enfuit au Zanzibar puis à Mayotte (Comores) où il deviendra le Sultan de cette île.

11 décembre 1822 : Le roi décréta que l'alphabet latin servira désormais comme alphabet officiel à Madagascar, la grammaire malgache ayant déjà été achevée d'être codifiée par 12 érudits malgaches aidés des missionnaires protestants



1823 : Naissance du fils de Radama I et de Rasalimo appelé Itsimandriambovoka que Rambolamasoandro, mère du roi fit tuer pour assurer sa succession par Rakotobe son petit-fils de par sa fille aînée Rabodosahondra.

Révolte générale en pays Betsimisaraka et seconde expédition de Radama Ier sur la Côte Est, dans le Nord de Madagascar et troisième expédition dans le Boina.

1824 : Début des travaux de traduction de la Bible en malgache. Le roi antemoro accepte de payer tribut à Radama.

1825 : Révolte générale dans le Menabe et le Boina. Ramananolona s'empare de Fort-Dauphin où était installée une « garnison » de cinq Français.

1826 : Arrivée de James Cameron.

Règne de Rajoakarivony Ier (Isandra).

8 octobre 1826 : Décès de James Hastie, l'homme qui fit faire un bond spectaculaire aux relations de Madagascar avec les Occidentaux, et que les malgaches appelaient affectueusement Andrianasy. Radama Ier rompit le tabou de ses ancêtres qui interdisait au souverain tout contact avec la mort et les rites funèbres : il assista aux cérémonies religieuses et fit tirer des salves de canon toutes les quinze minutes jusqu'à l'ensevelissement du corps, en l'honneur de ce grand ami, éminent Représentant de la Couronne britannique.

4 décembre 1827 : La première imprimerie fonctionne à Antananarivo. Le livre de la Genèse traduit en malgache fut le premier ouvrage imprimé à Madagascar, avant les livres servant à l'enseignement par Charles Hovenden, E. Baker, James Cameron. La Bible entière fut terminée en 1835

27 juillet 1828 : Décès de Radama I, succombant à une longue maladie. Son tombeau fut construit en dix jours dans l'enceinte même du Rova d'Analamanga. En témoignage de leur affection pour le roi, les représentants des étrangers (missionnaires et laïcs) demandèrent à porter le catafalque d'argent du Palais de Besakana au tombeau le 13 août, jour de l'enterrement.

31 juillet 1828 : Le Dr Lyall, nouvel Ambassadeur anglais succédant à James Hastie n'a pas pu rencontrer le roi avant sa mort. Rabodonandrianampoinimerina l'informe qu'elle ne reconnaît pas les engagements pris par son prédécesseur avec les Anglais et refuse son accréditation à Antananarivo. Celui-ci, avec sa famille, par peur de la malaria à Toamasina attend l'hiver à Antananarivo avant de rentrer à Maurice le 29 mars 1829, « chassé par les serpents de l'idole Ramahavaly » : il y mourut quelque temps après son retour.

Dès le 2 août 1828, Rabodonandrianampoinimerina (intrônisée plus tard sous le nom de Ranavalona I le 1 juin 1829 à cause du deuil royal) entreprend de faire exécuter les membres de la famille du roi défunt qui pourraient déstabiliser son règne : le prince Rakotobe (fils de Rabodosahondra, sa sœur) à qui Radama I destinait sa succession avant la naissance de sa fille Razanakinimanjaka (ou Iketaka) qu'il eut avec la princesse Sakalava Rasalimo, une cousine éloignée de par son arrière-grand père Andriambelomasina, fille du roi Ramitrano. Mais il changea ensuite de disposition et décida qu'il lui donnerait celle-ci en mariage pour qu'ils règnent tous deux ensemble, étant entendu que la souveraineté réelle et totale n'appartiendrait qu'à sa fille Iketaka. Furent ensuite assassinés : Rambolamasoandro, mère de Radama I, sa sœur Rabodosahondra, Ratefinanahary son beau-frère époux de Rabodosahondra, Ralala son fidèle ami et Grand Juge, son cousin Ramananolona Gouverneur de Fort Dauphin. Rafaralahiandriantiana son beau-frère, époux de Ravaozokiny, Gouverneur de Foulpointe, Razafinintaolo sœur de Rasata et petit neveu du roi,. Son autre cousin

Ramanetaka, Gouverneur à Majunga, fut assez malin pour s'enfuir avec sa famille à Anjouan avant l'arrivée des tueurs. Quelques temps après, il deviendra Sultan de cette île des Comores sous le nom d'Abderrhaman.

1828-1861 : Règne de Ranavalona 1<sup>re</sup>, femme de Radama 1er, première reine de Madagascar. Elle mit fin à la politique de réformes menées par Radama 1er, les missionnaires furent persécutés et les traités avec le Royaume-Uni dénoncés. Les Français en profitèrent pour revenir dans l'île. Elle est connue par sa réaction anti-chrétienne (car selon elle, Jésus Christ est un ancêtre des vazaha (étrangers "blancs") donc le prier c'était trahir la société ancestrale). Une forte réaction contre la culture européenne commença à naître, elle sera désormais une constante dans la politique du pays. Comme le Japon, la Chine ou le Maroc à la même époque, le royaume malgache tenta de s'opposer à la pénétration européenne en cherchant à s'isoler complètement de l'extérieur, avec une exception pour le trafic d'armes et certains produits européens. Des bombardements franco-anglais de représailles n'aboutissent qu'à la fermeture quasi complète du pays aux étrangers. Néanmoins, les relations avec l'étranger n'ont pas été interrompues. Le Gascon Jean Laborde, grâce à l'appui de la reine, réussit à créer temporairement quelques industries.

1828 : Retour d'Andriantsoly de Zanzibar. L'Anglais Lyall quitte Antananarivo. Gourbeyre s'empare de Tintingue.

Fondation de Fianarantsoa. Les Français évacuent Tintingue.

5 avril 1829 : Ranavalona I réunit les missionnaires à Ambodinandohalo pour les prévenir que, s'ils n'ont plus rien de nouveau à apprendre aux Malgaches, ils peuvent rejoindre leurs familles "qui doivent les attendre avec nostalgie" en Angleterre.

13 octobre 1829 : Ayant appris l'affaiblissement du dispositif de défense de Mahavelona (Foulpointe), le Commandant français Gourbeyre, avec une flotte de 6 navires, débarqua les 1 200 soldats Yolofs de Sénégambie amassés depuis longtemps à Sainte-Marie pour attaquer et détruire les batteries de la côte Est, d'Ivondrona à la Pointe à Larrée et Tintingue.

29 mai 1831 : Premier baptême de 20 protestants à Ambodinandohalo, dont Rasalama la première femme martyr de Madagascar sagayée en 1837. Une semaine après, 25 autres baptisés.

5 juin 1831 : Première communion protestante ("Fandraisana") des 45 premiers baptisés.

1831 : La reine fonde la ville de Fianarantsoa.

3 novembre 1831 : Jean Laborde, un gascon français de 25 ans (né à Auch en 1806, fils d'un maréchal ferrant) fait naufrage au nord de Fort Dauphin. Il est recueilli quelque temps après par Napoléon De Lastelle, un autre français (breton de Saint Malo) employé du Comptoir Rontaunay de Bourbon installé depuis 1825 à Mahela, sur la côte Est. Comme ce dernier est connu de la reine, et ayant découvert rapidement les nombreux "talents" de Jean Laborde, il n'hésite pas à l'envoyer à Antananarivo et à l'introduire auprès de Ranavalona I pour qu'il fabrique localement les armements et d'autres produits dont elle avait tant besoin (fusils, balles, canons, poudre, savon...). Ce qu'il réalisera, aidé de M. Droit, à l'usine et la fonderie créées à Ilafy et à Mantasoa. Jean Laborde sera considéré comme le bienfaiteur du pays grâce à ses innovations, dans la mécanique, la chimie et l'architecture.

1832 : Les baptêmes sont prohibés.

1832 - 1836 : Règne de Oantitsy (Boina).

1834 - 1837 : Règne de Kelisambay (Menabe).

1835 : Début de l'industrialisation mise en place sous la direction de Jean Laborde, produisant du savon, de la porcelaine, des outils en métaux, ainsi que des armes à feu tels que fusils, canons, etc. Les tentatives de conquête des régions méridionales de l'île débouchent sur des échecs en raison de la faiblesse des ressources locales.

26 février 1835 : La progression trop rapide de l'influence étrangère sur la population fait réfléchir la reine et son époux Rainiharo, Commandant en Chef faisant aussi fonction de Premier Ministre. Craignant que la religion et l'enseignement ne leur servent que de prétexte pour coloniser le pays et son peuple, Ranavalona I demande à tous les missionnaires (ils étaient tous protestants) de quitter Madagascar. Les biens de quelques uns sont confisqués. Les commerçants ne sont pas touchés par la mesure et peuvent rester.

1er mars 1835 : Kabary (discours public) de la reine à Mahamasina, au cours duquel elle interdit à son peuple "de prier les ancêtres des étrangers", c'est-à-dire la pratique de la religion chrétienne sur tout le territoire. Les contrevenants seront persécutés.

3 juillet 1836 : Le gouvernement de Ranavalona I envoie une ambassade de sept personnes en Europe, dirigée par Andriantsitohaina 9 Voninahitra, et composée de Andriantseho 8 Vtra, Ramanankoraisina 8 Vtra, Ranera 7 Vtra, Raharolahy 8 Vtra, Rasatranabo 7 Vtra, et Razedaro faisant fonction de Chambellan, pour expliquer les décisions prises à l'encontre du diplomate anglais et des missionnaires de la London Missionary Society. L'ambassade séjourna à Londres du 9 février au 19 mars 1837 et fut reçue par le Chef du Foreign Office, The Right Honorable Vicount Palmerston, puis par le roi William IV et son épouse la reine Adélaïde le 1er mars, accompagnée de J.J. Freeman un ancien missionnaire de Madagascar.

Sur le chemin du retour, l'ambassade est reçue à Paris par le roi de France Louis Philippe (séjour du 19 mars au 22 avril 1837).

1837 : Rasalama, première martyre chrétienne malgache. Elle a reçu la peine de mort, pour cause de rébellion contre la volonté de la reine. Le 14 août, après une nuit de souffrance dans les fers, elle a été amenée à Ambohipotsy. La marche à pied qu'elle a faite, tout en prière et en cantiques, jusqu'au lieu de l'exécution, est devenue légendaire. Elle a été transpercée d'un coup de lance, et son corps n'a pas été enseveli. Rafaralahy Andriamazoto périt de même le 19 février 1838. D'autres sont brûlés vifs, ou mis dans des sacs de jute et jetés du haut de la colline d'Ampamarinana. Dix autres martyrs seront exécutés en 1840, dix-huit en 1849.

1839 : Après le départ des missionnaires anglais, Jean Laborde a toutes les prérogatives auprès de la reine (pendant 25 ans : de 1832 à 1857), et introduit à la Cour les "raffinements" de la mode française (vêtements, musique, bals...). Écoutant les conseils de ses Ambassadeurs de retour d'Europe, Ranavalona I fit construire par Jean Laborde le "Palais de la Reine" Manjakamiadana, le plus grand et le plus bel édifice (avec étage) jamais construit à Madagascar à cette époque, afin de "régner dans la sérénité".

14 juillet 1840 : Les îles Nosy Komba et Nosy Be, ainsi que le territoire allant de la baie d'Ampasindava au Cap Saint Vincent sont placés par la jeune princesse Sakalava, Tsiomeko, âgée seulement de 13 ans, sous la protection du Gouverneur de l'île Bourbon (La Réunion).

En 1841, le roi Antakarana Tsimiharo place également les territoires d'Ankara, Nosy Mitsio et Nosy Faly sous protectorat français.

25 avril 1841 : Le prince sakalava Andriantsoly et le capitaine Pierre Passot, envoyé du Gouverneur de la Réunion, signent l'acte de cession de Mayotte à la France moyennant une rente annuelle de \$1 000 (5 000 francs de l'époque).

13 mai 1845 : Pour freiner l'ardeur des Français qui veulent occuper illicitement les terres, Ranavalona décrète des mesures mettant tous les étrangers sous le même régime que les nationaux vis-à-vis des lois du pays : épreuve par le tanguin (absorption de poison) pour rendre le jugement contre la sorcellerie ou les complots contre l'Etat, dépossession de biens en cas de délits ou crimes, réduction de toute la famille à l'esclavage en cas de non paiement de dettes ou escroqueries, etc....

15 mai 1845 : Le conseil colonial de la Réunion fait part, dans une adresse à Louis-Philippe, de « son espérance de créer à Madagascar une grande et importante colonie ». Les Gouverneurs de Maurice et de la Réunion envoient le Capitaine William Kelly et l'Amiral Romain Desfossés avec leurs flottes bombarder Toamasina, faisant 200 morts et 200 blessés chez les Malgaches, 16 morts chez les Français, et 4 chez les Anglais. Les têtes coupées des assaillants sont pendues sur des perches et plantées sur la plage. Pour protester contre cette "inqualifiable agression", Ranavalona I fait fermer tous les ports de l'île, chasse les européens et interdit tout commerce avec l'extérieur. Seuls restaient à Madagascar Jean Laborde et Napoléon De Lastelle, ce dernier mourra dans la misère à Toamasina en 1856.

6 décembre 1848 : Le Commandant en Chef des Forces Navales Françaises de l'Océan Indien, Mr. F. Des Pointes, de passage à Toamasina, envoie un message au jeune prince Rakotondradama, fils unique de Ranavalona I qui n'avait que 19 ans, pour l'inciter à accepter de signer un accord avec les Français, en vertu duquel ces derniers l'aideraient à obtenir le trône pour mettre fin au "règne barbare et sanguinaire" de sa mère (le nombre de chrétiens tués avoisinaient déjà les 3 000). Après quoi, ils placeraient Ranavalona I simplement comme "reine-mère" sans attenter à sa vie.

28 mars 1849 : La reine Ranavalona Ire lance une chasse aux chrétiens, grande persécution religieuse et martyre de chrétiens.

10 février 1852 : Décès de Rainiharo Commandant en Chef et époux de la reine. Ranavalona I fit construire par Jean Laborde et l'Anglais Cameron le plus grand et le plus somptueux monument funéraire de l'époque (bâti pendant huit années : de 1844 à 1852), et lui organisa des funérailles grandioses jamais vues auparavant. Son fils Raharo (connu sous le nom de Rainivoninahitriniony ou Rainijohary) lui succède.

Révolte Tanosy.

7 juin 1853 : Le Révérend William Ellis de la LMS et James Cameron arrivent à Maurice, et les commerçants anglais profitent de leur venue à Madagascar pour leur remettre une lettre demandant à Ranavalona I la reprise des transactions commerciales. Celle-ci leur fit connaître ses conditions :

1°) paiement de \$ 15 000 en dédommagement de l'attaque subie en 1845, et

2°) acceptation par les commerçants étrangers qu'ils n'ont pas droit à la possession du sol.

Ces conditions furent acceptées et le montant de l'indemnisation remis par James Cameron et M. Mangeot à Toamasina le 10 octobre 1853, date de la réouverture des ports malgaches aux étrangers.

1854 : Le prince héritier Rakotondradama, encouragé par Jean Laborde et De Lastelle, envoie une lettre à l'Empereur des Français Napoléon III, demandant son aide pour détrôner sa mère. L'Empereur ne donna pas suite à cette demande.

28 juin 1855 : François Joseph Lambert, né en 1824 à Redon, Ile et Vilaine - France, était négociant à Maurice marié à une "créole", et co-proprétaire du navire "Le Mascareigne" transportant du bétail et des "engagés volontaires" (en fait, des esclaves, ainsi appelés pour "contourner" les clauses des traités sur l'abolition de l'esclavage) du Mozambique et de Zanzibar à Maurice. Napoléon De Lastelle fit appel à ses services pour ravitailler la garnison de Ranavalona I basée à Fort Dauphin. Ce qui leur valut d'obtenir la faveur d'une visite à la Cour d'Antananarivo pour Lambert, accompagné d'un Jésuite, le père Finaz qu'on présenta sous la fausse identité de Mr Hervier, comme secrétaire de Lambert. Par de nombreux présents "provenant de Paris", Joseph Lambert eut vite fait de soudoyer des gens de la Cour, et en particulier le jeune Rakotondradama, prince de 26 ans, qui devint son "fatidrà" (frère de sang). Lambert lui fit signer un accord secret lui octroyant d'énormes concessions sur la côte Est, en échange de l'aide hypothétique de l'Empereur Napoléon III qui ferait venir les capitaux et les compagnies françaises pour assurer le développement du pays.

19 septembre 1856 : Le Docteur Milhet-Fontarabie arrive à Antananarivo pour opérer le nez de Rainimanonja XIV Vtra (frère de Rainijohary ancien courtisan de la reine) et soigner un petit groupe de malades. Jean Laborde en profita pour introduire avec lui à la Cour deux pères catholiques déguisés en civil, sous de faux noms aussi : le père Jouen appelé Mr Duquesne (soi-disant assistant du docteur), et le père Webber appelé Mr Joseph (soi-disant pharmacien).

1857 : Reprise des hostilités dans le Sambirano. La reine Tsiomeko (Boina) et le roi Tsimiaro (Tankarana) se réfugient à Nosy Be.

30 mai 1857 : Parti en 1856 pour la France et l'Angleterre avec la fameuse lettre signée du prince Rakotondradama, en quête de fonds pour réaliser son projet, François Joseph Lambert ne réussit à convaincre ni les privés, ni les gens du gouvernement anglais et français. Il rentra bredouille à Antananarivo accompagné de la romancière autrichienne, Ida Pfeiffer. D'où, l'idée de complot à mener localement pour détrôner Ranavalona I avec la complicité de Jean Laborde, Clément Laborde, les pères Finaz, Webber, et Jouen, et avec la participation du Commandant en Chef, Rainivoninahitriony, son jeune frère Rainilaiarivony, et les Officiers de Palais (ODP) Rainingory 14 Vtra, Andriantsitohaina 14 Vtra, Rainizakamahefa 13 Vtra, Andrianaivodofotra 13 Vtra, Andrianarosy 13 Vtra, Ratsirahonana 12 Vtra, Rafaralahijongy 10 Vtra, Ratafika 10 Vtra. La date prévue pour le coup d'Etat était le 20 juin 1857. Au dernier moment, Rainilaiarivony réussit à persuader son aîné d'abandonner ce projet "dont la réussite était incertaine" : ils en informèrent les conjurés, et le complot échoua.

Mais, Ranavalona I, ayant eu vent du complot par d'autres sources, fit subir l'épreuve du tanguin aux Officiers de Palais impliqués le 21 juin, et tous y survécurent.

Tandis que pour les étrangers, on les remplaça par des poulets qui avalèrent le breuvage à leur place : tous les poulets moururent à l'exception de celui du père Webber et la reine expulsa tous les étrangers de Madagascar.

1860 : Signature du traité franco-sakalava par la reine Naharova (Menabe).

16 août 1861 : Décès de Ranavalona I. Elle choisit avant sa mort d'être enterrée auprès de ses ancêtres à Ambohimanga. Sa disparition suscite des réactions partagées : une "délivrance" pour les chrétiens persécutés, une figure de "grande nationaliste" pour le parti conservateur.

18 au 22 août 1861 : Procès des conspirateurs contre l'avènement de Radama II menés par Ramboasalama, neveu et fils adoptif de Ranavalona I, auquel elle promet le trône avant d'avoir engendré son propre fils, Rakotondradama. Tous les coupables sont exilés dans des villes lointaines.

1er septembre 1861 : une amnistie générale est accordée à tous ceux qui ont subi des condamnations pour cause de religion. La mission catholique est autorisée officiellement à exercer à Madagascar ce même mois.

27 septembre 1861 : le Colonel Middleton est envoyé par le Gouvernement anglais tandis que l'Empereur de France Napoléon III envoie Mr Brossard à la mi-octobre pour les représenter à l'avènement de Radama II comme nouveau souverain du Royaume de Madagascar.

9 novembre 1861 : Radama II, très libéral, rouvre toutes grandes les portes aux Européens. Fondation par le médecin Dr Andrew Davidson, de la L.M.S., du premier dispensaire. Radama II renouvelle l'accord secret conclu avec Lambert en 1855, connu sous le nom de Charte Lambert. Il fait signer avec lui Rainiketaka 13 Vtra, Andriambaventy ou Chef des Nobles, Rahaniraka, Doyen chargé des Affaires Etrangères, et Rainilaiarivony nouveau Commandant en Chef, Rainivoninahitriniony devenant officiellement Premier Ministre. Joseph Lambert crée la Compagnie de Madagascar pour réaliser ses projets.

8 août 1862 : Arrivée du premier Evêque anglican, M. Rayan, avec le Général Johnstone et le Capitaine Anson. Il décidera l'envoi de missionnaires de la S.P.G. (Society for the Propagation of the Gospel) dans l'île.

12 septembre 1862 : Le Commandant Dupré, nommé Consul par Napoléon III signe le nouveau traité d'amitié franco-malgache, tandis que le 5 décembre 1862, le traité anglo-malgache est signé par Mr. Pakenham, Consul anglais résident à Toamasina.

Dans son euphorie de vouloir tout faire à l'opposé de sa défunte mère, Radama II suscite rapidement le mécontentement des tenants de la tradition et des grands du royaume lorsqu'il supprime les privilèges, la corvée, les droits de douane (principale ressource du gouvernement) pour accélérer la pénétration des produits étrangers, en menant une vie "teintée de luxe" avec ses jeunes amis, les "Menamaso" (ou les yeux rouges), ou en introduisant la pratique du "duel" à Madagascar. Les Officiers ayant signé l'arrestation des Menamaso fugitifs étaient tous au grade de 16 Voninahitra : en sus du P.M. et du Commandant en Chef, Rainingory, Rainizakamahefa, Rainijohary, Rahandraha, Rainimanonja, et Ravahatra (Chef des Nobles).

11 mai 1863 : le Premier ministre, Raharo, représentant des classes hovas qui avaient pris le pouvoir sous Ranavalona, s'oppose à Radama, qui est assassiné par étranglement et ses amis les Menamaso éliminés aussi.

Son épouse, Rabodozanakandriana accède sur le trône sous le nom de Rasoherina. Elle remplace Raharo par son frère Rainilaiarivony. Le pouvoir échet alors au Premier ministre Rainilarivony qui épousa les trois reines successives du pays : Rasoherina, Ranavalona II et Ranavalona III. Toutefois, et pour la première fois depuis l'existence de la royauté, le pouvoir du souverain cesse d'être "absolu" (auparavant, les rois tenaient leur pouvoir uniquement des ancêtres et des divinités).

25 mai 1863 : Signature de la charte par laquelle la reine s'engage, entre autres, à :

- ne plus prononcer la peine de mort sans l'assentiment des hauts fonctionnaires (Juges) et les Chefs du peuple ;
- ne plus prononcer de lois sans le consentement des autorités ;
- ne jamais licencier l'armée

Les traités signés par le défunt Radama II, dont certains articles sont au détriment de l'Etat malgache, doivent être renégociés à l'avènement de la nouvelle reine. Rainilaiarivony dénonce la Charte Lambert et propose à son bénéficiaire d'y apporter des aménagements. L'entrée des Européens demeurait interdite dans les trois "villes sacrées" : Ambohimanga, Ambohimambola, et Amparafaravato.

15 août 1863 : Premiers baptêmes catholiques à Andohalo ; les premiers récipiendaires étaient constitués de 17 esclaves.

1er novembre 1863 : Baptême de 6 membres de la famille de Rainilaiarivony, dont sa nièce Victoire Rasoamanarivo, grande défenseuse de la foi chrétienne, après l'expulsion des Français lors de la guerre franco-hova de 1883-1885.

16 novembre 1863 : Rasoherina envoie un Ambassadeur, Rainifiringa XIII Vtra, négocier auprès de Napoléon III la conclusion d'un nouveau traité régissant les relations franco-malgaches. Ce dernier fait comprendre qu'un tel traité dépendra de la suite donnée à la Charte Lambert par la partie malgache. L'Ambassadeur continue sa mission en Angleterre et rentre avec un projet de traité rédigé par le Comte Russell dont la touche finale sera apportée par le Consul Pakenham le 27 juin 1865.

De 1863 à 1895 : Les règnes successifs des reines Ranavalona ont vu le retour des architectes et des missionnaires européens qui fortement inspirés des temples, églises et cathédrales d'Europe, veulent montrer la maîtrise des techniques de construction à l'époque en bâtissant des édifices religieux : Ambohipotsy (1863), Ambatonakanga (1864), Ampamarinana, Faravohitra, le petit temple à l'intérieur du Rova, la cathédrale catholique d'Andohalo et la cathédrale anglicane St-Laurent d'Ambohimano.

14 janvier 1864 : Consécration de 24 jeunes filles catholiques pour recevoir la sainte Eucharistie (première Communion), dont Victoire Rasoamanarivo.

18 mai 1864 : Le P.M. Rainivoninahitrinony est destitué pour avoir proféré des insultes à la reine et enfreint la charte du 25 mai 1863 en décidant seul de tuer les partisans du défunt Radama II (qui prétendaient le ressusciter et le faire revenir au trône). Rasoherina le remplace par son frère cadet, Rainilaiarivony qui cumule, pour la première fois, les fonctions de Premier Ministre et Commandant en Chef. Il apportera rapidement, avec l'appui de la reine devenue son épouse, des innovations dans toutes les sphères de la société et de l'Etat : administration, armée, religion, finances, législations... Plus tard, Rainivoninahitrinony, convaincu d'atteinte à la sûreté de l'Etat, est envoyé par Rainilaiarivony en exil à Ambohidrainandriana (Manazary, Antsirabe)

La France envoie un ultimatum au gouvernement malgache, lui enjoignant soit de payer une indemnisation de 1 200 000 FF ou \$ 240 000 en échange de la Charte Lambert, soit la France prendra en possession tout le territoire situé au nord du 16<sup>e</sup> parallèle, en plus des domaines de Soanierana et de Soatsimanampiovana donnés en jouissance à Jean Laborde par Ranavalona I.

5 janvier 1865 : Pour faire preuve de bonne foi, la reine Rasoherina accepte de payer, afin de ne pas envenimer les relations avec la France et garder l'intégrité du territoire. Rainilaiarivony réunit l'argent, contenu dans 86 barils pesant 12 tonnes, et le montant est remis par Raharolahy, Gouverneur de Toamasina, au Capitaine Tricault, Chef de la Division Navale des Côtes orientales, représentant français en échange de la Charte Lambert qui est brûlée sur le rivage de la côte Est devant toute la population et les représentants étrangers. Ce paiement effectué, on choisit en France d'envoyer le Comte de Louvières à Antananarivo comme négociateur du nouveau traité franco-malgache. Il mourut de fièvre en janvier 1867 sans être parvenu à un accord.

9 novembre 1865 : La C.M.S. (Church Missionary Society) envoie deux missionnaires anglicans à Ambodivoanio (Antankarana) : les Révérends Thomas Campbell et H. Maundrell.

1865 à 1870 : L'explorateur Alfred Grandidier peut parcourir l'île et en dresser la carte ; il s'impose comme le pionnier de l'exploration méthodique de Madagascar.

27 août 1866 : Arrivée à Antananarivo des missionnaires de la N.M.S. (Norwegian Missionary Society) dont le siège est à Stavanger. Elle dirigera la F.L.M. "Fiangonana Loterana Malagasy" avec l'Evangelical Lutheran Church (1888) et la Lutheran Board of Mission (1890) toutes deux des Etats Unis d'Amérique. Leur zone de travail est Antananarivo et le Sud.

15 février 1867 : Rainilaiarivony signe avec un envoyé du président américain un traité de commerce (inspiré de celui signé avec Londres), entre les Etats-Unis d'Amérique et Madagascar. Arrivée de M. Garnier, Commissaire français.

27 mars 1868 : Découverte d'un complot ; la reine Rasoherina est gravement malade et des conspirateurs menés par Andriantsitohaina XIV Vtra et un certain nombre d'Officiers de Palais, avec l'aide de l'ancien Premier Ministre Rainivoninahitrinony, libéré secrètement de son exil d'Ambohidrainandriana, tentent de faire régner un souverain mâle en la personne du prince Rasata, arrière petit-fils du grand roi Andrianampoinimerina et petit-fils d'Andriamahazonoro (Anakara Antemoro, ancien conseiller de Nampoina).

1er avril 1868 : Mort de Rasoherina dans la nuit. Le Premier Ministre Rainilaiarivony fait arrêter tous les conjurés, et présente immédiatement la princesse Ramoma (cousine de Rasoherina) comme successeur désigné par elle-même sur son lit de mort. Elle prendra le nom de Ravalona II et deviendra l'épouse de Rainilaiarivony (suivant la tradition initiée par Ravalona I).

8 août 1868 : M. de Louvières, représentant français à Antananarivo, ayant décédé sans avoir pu terminer sa mission, son successeur M. Garnier signe le traité franco-malgache. Le gouvernement de l'Empereur Napoléon III renonce à réclamer le droit de propriété pour ses ressortissants. L'enterrement de Rasoherina a lieu le 14 août dans le tombeau construit à côté de celui de Radama I par James Cameron dans l'enceinte du Rova.

3 septembre 1868 : Promulgation du Code des 101 articles consacrant l'adoucissement des mœurs : suppression de l'épreuve du tanguin, de l'emploi des idoles et des "sikidy". Le peuple doit prier le dimanche et les enfants doivent fréquenter l'école, la monogamie est instituée, le concubinage et le divorce interdits, de même que la fabrication et la consommation d'alcool.

1868 à 1880 : Cameron contribue à doter la ville de nombreuses maisons de briques, supplantant les constructions en bois qui étaient seules constructions autorisées auparavant

1869 : L'ouverture du canal de Suez donne une importance nouvelle à l'océan Indien.

28 février 1869 : Baptême de la reine Ravalona II et du Premier Ministre Rainilaiarivony ; pour la première fois dans l'histoire de Madagascar, les plus hautes autorités de l'Etat se convertissent au protestantisme. Les missionnaires catholiques français accomplissent néanmoins une importante œuvre scolaire, favorisée par le gouvernement malgache.

4 juillet 1869 : Première consécration protestante "Mpandrayny Fanasana Masina" (Communion).



1871 : M Garnier retourne en France. Jean Laborde assure les fonctions de Consul de France jusqu'en 1878.

2 octobre 1874 : "Kabary" (discours) de Ranavalona II à Mahamasina ; les clauses des traités signés avec les puissances étrangères ne concernent pas uniquement les esclaves à exporter. Les esclaves introduits dans l'île après le traité du 15 février 1867 doivent être libérés. Bien peu acceptent cet ordre, et le Kabary dut être renouvelé le 28 juillet 1877.

1878 : Mort de Jean Laborde. Il est enterré dans la première cité industrielle qu'il a bâtie à Mantasoa.

Début 1879 : Le nouveau Commissaire du gouvernement français, M. Cassas, nommé Consul titulaire est reçu à Toamasina avec tous les honneurs. Les propriétés d'Andohalo et d'Ambohitsirohitra, anciennement occupés par Laborde, sont revendiquées par M. Campan (Consul intérim officieux), neveu de Laborde et secrétaire-interprète de M. Cassas.

29 mars 1881 : Promulgation du Code des 305 articles, version modernisée et christianisée des lois du royaume, recueil de droit civil et pénal.

Avril 1881 : M. Meyer est désigné représentant français à Antananarivo. Il voulut terminer par un compromis le différend au sujet de la "succession Laborde" : amener ses héritiers à demander \$ 450 000 d'indemnisation. Le Premier Ministre n'en offrit que \$ 250 000, à la condition qu'on lui remettrait tous les titres antérieurs (litigieux puisque suspectés de "faux", signés par Radama II et datés de 1864 alors que ce roi mourut en mai 1863 ; Clément Laborde avait l'usage du cachet à l'époque). M. Campan refusa, et l'affaire en resta là.

Octobre 1881 : M. Meyer est rappelé en France et remplacé par M. Baudais, nommé par Gambetta (Ministre des Affaires Etrangères)

12 mai 1882 : M. Baudais demande à Rainivoninahitrinarivo, Ministre des Affaires étrangères, de reconnaître aux héritiers Laborde la "libre disposition des biens qui leur appartiennent". Devant le refus du Ministre, il reprend les prétentions françaises à la possession des côtes nord-ouest, en particulier aux domaines de la reine Binao et du petit prince Sakalava Monja, en se référant à des demandes de protectorat signées par la princesse Sakalava Tsiomeko (âgée seulement de 13 ans) et le prince Antakarana Tsimiharo, en 1840 et 1841. Le Ministre rétorque que le traité signé avec la France en 1868 annule tous les traités signés antérieurement, et tous traités signés par des chefferies ou roitelets après cette date sont réputés "nuls et non avenue".

1er août 1882 : Ambassade malgache reçue par M. Broome, Gouverneur de l'île Maurice. Le Premier Ministre Rainilaiarivony, pressentant des difficultés avec la France (qu'il suspectait de vouloir prendre possession du pays) décide d'envoyer une ambassade dirigée par Ravoninahitrinarivo, Ramaniraka XIV Vtra, Andrianisa (interprète anglais), Marc Rabibisoa (interprète français) en Europe (M. Tacchi, un sujet anglais, conseillait les ambassadeurs sur les étiquettes). La mission n'arrive pas à un accord concernant le traité avec Mr Ducler, Ministre des Affaires étrangères en France.

26 novembre 1882 : M. Ducler informe les délégués malgaches qu'ils cessaient d'être considérés comme représentants officiels de la reine, et que pleins pouvoirs ont été donnés à M. Baudais et à l'Amiral Pierre.

16 février 1883 : L'ambassade signe un nouveau Traité anglo-malgache avec Lord Granville et le 12 mars 1883 poursuit son voyage aux Etats Unis où un traité américano-malgache est signé avec le Président américain, Chester Alan Arthur.

7 mai 1883 : Sous Louis-Philippe, des rois sakalavas et tankaranas (du nord de l'île), fuyant la domination merina, s'étaient réfugiés dans la petite île de Nossi-Bé et avaient placé leurs États sous le protectorat français. En 1883, le gouvernement de Jules Ferry réclame tout le nord de Madagascar et occupe les ports. L'Amiral Pierre, Chef des Opérations dans l'Océan Indien, bombarde la côte nord-ouest à Amorotsangana et Ambodimadiro, sans déclaration de guerre. Les Officiers du Palais réunis en conseil décident d'expulser les Français.

15 mai 1883 : L'Amiral Pierre occupe la ville de Majunga. L'ambassade malgache signe à Berlin un traité germano-malgache avec l'Empereur d'Allemagne. Et sur le chemin du retour vers Madagascar en passant par l'Angleterre, l'ambassade y signe le 6 juillet 1883 le premier traité italo-malgache avec l'Ambassadeur d'Italie à Londres.

31 mai 1883 : L'Amiral Pierre et M. Baudais envoient un ultimatum exigeant à la reine Ranaivalona II de :

- céder à la France tout le territoire situé au nord du 16ème parallèle ;
- accorder aux ressortissants français le droit d'acquérir des terres ;
- payer une indemnité de \$ 200 000 aux héritiers de Laborde.

Le 11 juin, occupation de Tamatave par l'amiral Pierre. Révolte Tanosy.

13 juillet 1883 : Décès de la reine Ranaivalona II, appelée affectueusement Ramorabe. La princesse Razafindrahety, veuve du prince Ratriamoarivony, est désignée pour lui succéder sous le nom de Ranaivalona III ; elle régnera jusqu'en 1895.

1er août 1883 : Prise de commandement du Colonel anglais Digby Willoughby, recruté par l'ambassade envoyé par Rainilaiarivony en Angleterre en 1882. Willoughby est nommé Adjudant Général des Forces de sa Majesté Ranaivalona III.

4 octobre 1883 : Arrivée de l'Ambassade à Vohipeno, Manakara où elle dut faire un détour à cause des attaques françaises. Tombé malade, l'Amiral Pierre mourut en mer le 11 septembre après avoir reçu un blâme du gouvernement français pour avoir outrepassé ses instructions en s'emparant de Tamatave le 30 mai. L'Amiral Galiber est envoyé pour remplacer l'Amiral Pierre.

De nouvelles négociations avaient de nouvelles raisons d'être à l'avènement d'une nouvelle reine. Elles traînèrent d'octobre 1883 à avril 1884.

La guerre se termine par la signature d'un traité qui considère Madagascar comme protectorat français. Cependant le premier ministre Rainilaiarivony, qui se proposait d'abandonner à la France les îles du nord-ouest et Sainte-Marie, refusera ce protectorat qu'il appellera « protectorat fantôme ».

1884 : Rénovation des Fokonolona (communes). Mais les finances sont misérables ; les fonctionnaires, non payés, vivent sur le pays et utilisent la corvée.

13 mai 1884: L'Amiral Miot est envoyé pour remplacer l'Amiral Galiber. Il réclame dès son arrivée 2 000 000 FF d'indemnités et le droit des français d'acquérir des propriétés à Madagascar.

27 juillet 1884 : Sur la demande de Jules Ferry, Président du Conseil, un crédit de 5 000 000 FF est voté pour renforcer le blocus des ports malgaches. L'Amiral Miot s'installe à Ambodimadiro, en face de Nosy Be, et s'empare de Vohémar et de Diego Suarez en décembre 1884.

## Le protectorat français (1885-1896) puis l'annexion

1885 : La France se fait attribuer Madagascar à la conférence de Berlin. A cette époque la Grande Île était considérée par la France comme trop vaste, trop lointaine et trop compliquée à gouverner compte tenu de ses nombreuses divisions ethniques...

1885 : Publication de l'Histoire de la Géographie de Madagascar d'Alfred Grandidier.

1885 : Vote d'un nouveau crédit dépassant 12 000 000 FF au Parlement français.

21 novembre 1885 : M. Patrimonio remplace M. Baudais à Tamatave. Rainilaiarivony y envoie son fils Rainizanamanga et l'anglais Willoughby comme plénipotentiaires pour discuter avec l'Amiral Miot et Patrimonio.

17 décembre 1885 : Le Général Willoughby signe au nom de la reine Ranavalona III le traité de paix avec les représentants français, en acceptant le paiement de 2 000 000 FF de dédommagement exigé. Madagascar est sous protectorat français. Le traité stipule l'installation d'un résident français à Tananarive. Willoughby fut blâmé par le gouvernement anglais car il avait enfreint les lois anglaises en s'offrant de représenter un pays étranger.

Le Premier Ministre Rainilaiarivony fit demander auprès des plénipotentiaires français des explications écrites précisant la valeur de certains termes employés dans le traité, qui ne prendrait effet que "sous réserve de la ratification définitive par le Conseil royal". Rainilaiarivony résistera dix ans à la création d'un protectorat effectif.

9 janvier 1886 : Les précisions sont apportées formellement par MM. Miot et Patrimonio dans un document connu sous le nom de "appendice au traité" (déterminant notamment le futur rôle du Résident français, car le traité mentionnait que "le gouvernement de la République française représentera Madagascar dans toutes ses relations extérieures").

1886 : Protectorat français établi sur les trois îles de l'archipel des Comores (Anjouan, Mohéli et la Grande Comore) sous l'autorité du Gouverneur de Mayotte.

28 avril 1886 : Arrivée à Tamatave de M. Le Myre de Vilers, ancien Gouverneur de Cochinchine qui avait déjà acquis une grande pratique des questions diplomatiques et coloniales. Il déclara sans ambages aux diplomates étrangers de ce port "qu'il venait remplir les fonctions de Ministre des Affaires Etrangères de Madagascar". Les questions qui mirent aux prises Rainilaiarivony et ce nouveau Résident français concernaient :

- la conclusion de l'emprunt du gouvernement ;
- la délimitation du territoire de Diégo Suarez ;
- l'appendice au traité, et
- la question de "l'ex-equateur".

Mr Kingdon, homme d'affaires anglais et exploitant forestier à Maroantsetra, voulut ouvrir une banque à Antananarivo pour prêter 20 millions de Francs au gouvernement malgache, mais le Résident Le Myre de Vilers s'y opposa et fit installer le 6 avril 1886 le Comptoir d'Escompte de Paris à Andohalo pour se charger de l'opération en prêtant 3 millions de FF à 6% d'intérêt. Le gouvernement devait effectuer un paiement semestriel de 582.982. FF pendant 25 ans.

La France se refusait à reconnaître tout caractère de validité à "l'appendice" signé par ses plénipotentiaires.

En 1886, le Général Willoughby est autorisé par Rainilaiarivony à faire le tour des capitales européennes pour essayer d'acquérir des matériels pour la fabrication d'armements, et trouver d'autres ressources financières afin de renforcer la sécurité des étrangers dans l'île. Il se présente comme « ambassadeur itinérant de sa Majesté » jusqu'à la fin de 1887, mais, à cause de sa nationalité, son titre n'est pas accepté par les gouvernements anglais et français. Il est reçu à Berlin par le prince allemand, futur Frédéric III, et à Rome par le roi Humbert.

8 décembre 1886 : Rainiharovony (connu sous le nom de Mariavelo) fils du Premier Ministre est désigné pour diriger une ambassade de 6 Officiers. Celle-ci est reçue par le Président français, mais ne conclut aucun accord.

A la mi-septembre 1887, Le Myre de Vilers fait une concession notoire en acceptant que les papiers consulaires soient délivrés par le Premier Ministre ; il se contenterait uniquement d'y apposer sa signature.

Juillet 1889 : Le Myre de Vilers retourne en France et est remplacé par M. Bompard.

5 août 1890 : La "Convention de Zanzibar" est signée entre la France et l'Angleterre, par laquelle l'Angleterre reconnaît officiellement le protectorat français sur Madagascar. En contrepartie, Napoléon Bonaparte laisse les mains libres à la couronne britannique au Zanzibar, en Afrique de l'Est (et aussi en Egypte quelques années plus tôt : révolte d'Arabi Pacha contre le Général anglais Wolseley).

24 mars 1891 : Rainilaiarivony est atterré par la mort de Rainiharovony, le fils à qui il destinait sa succession. Après l'enterrement de ce dernier, son choix se porta sur son petit-fils Ratelifera.

Août 1891 : M. Bompard est remplacé par M. Larrouy ancien Consul adjoint

Juin 1893 : Rainilaiarivony est tombé malade ; des clans s'organisent pour prendre sa succession. Les partisans de Ratelifera cherchent l'appui des Français, tandis que son fils Rajoelina sollicite l'homme d'affaires anglais M. Kingdon, avec l'aide du Dr. Rajaonah gendre du P.M. et Ralaikizo, mari de Ramasindrazana tante de la reine Ranaivalona III.

9 août 1893 : Arrestation des trois présumés coupables à la guérison du Premier Ministre. Il demande au Conseil royal de les envoyer en exil.

26 janvier 1894 : La Chambre des Députés français vote une résolution destinée à soutenir le gouvernement dans tout ce qu'il entreprendra pour "maintenir les droits de la France à Madagascar."

22 juin 1894 : Devant l'extension d'une situation d'anarchie dans plusieurs régions de Madagascar, la Chambre des députés française affirme à l'unanimité – sur une proposition de Louis Brunet, représentant de la Réunion – qu'elle est « résolue à soutenir le gouvernement dans ce qu'il entreprendra pour maintenir notre situation et nos droits à Madagascar, rétablir l'ordre, protéger nos nationaux, faire respecter le drapeau. »

21 août 1894 : Mort de la très pieuse Victoire Rasoamanarivo qui propagea le catholicisme sans les prêtres, première Malgache béatifiée par le Pape Jean Paul II en 1989.

5 octobre 1894 : première manifestation du "Fifohazana" ou Mouvement du Réveil à Fianarantsoa ; Dada Rainisoalambo, guérisseur traditionnel, aurait eu une vision à Ambatoreny, petit village à l'Ouest de Soatanàna, lui ordonnant de jeter les idoles et les superstitions ancestrales. Il proclame à sa famille

et à son entourage le pouvoir de Jésus Christ et forme rapidement des Disciples du Seigneur appelés "Mpianatry ny Tompo".

14 octobre 1894 : Le gouvernement français envoie M. Le Myre de Vilers une troisième fois pour une ultime tentative auprès de Rainilaiarivony afin qu'il accepte le protectorat.

Quelques hauts dignitaires malgaches, dont Rasanjy et Marc Rabibisoa proches collaborateurs du Premier Ministre, n'hésitent pas à faire savoir au Résident français qu'ils sont disposés à servir la France.

17 octobre 1894 : Le Myre de Vilers soumet à la reine un projet de Traité en cinq points, et lui donne jusqu'au 26 octobre pour ratifier sa proposition :

Article 1 : Le gouvernement de la Reine de Madagascar s'interdit d'entretenir aucune relation avec les gouvernements étrangers sans passer par la Résidence Générale de France à Madagascar.

Article 2 : Toute concession faite par le gouvernement de la Reine à des Français ou à des étrangers devra être approuvée par le Résident.

Article 3 : Le gouvernement de la République aura le droit d'entretenir à Madagascar les forces qu'il jugera nécessaires pour la sécurité de ses nationaux et des résidents étrangers.

Article 4 : Le gouvernement français pourra entreprendre des travaux d'utilité publique et percevoir les taxes qui en seraient la conséquence.

Article 5 : En cas de difficultés, le texte français fera seul loi.

24 octobre 1894 : Rainilaiarivony lui soumet un contre-projet comportant douze articles. Le lendemain 25, le Résident envoie une lettre au Premier Ministre confirmant son ultimatum. Rainilaiarivony envoie en réponse le 26 octobre un refus déguisé de reprendre la discussion sur la base des propositions françaises.

27 octobre 1894 : Le Myre de Vilers amena le pavillon français à cinq heures du matin, et donna l'ordre à tous les Français d'évacuer la capitale. Il en avertit Rainilaiarivony et lui envoya une lettre d'adieux émus. Le gouvernement de la reine fit escorter les Français jusqu'au port de Tamatave.

12 décembre 1894 : prise de Tamatave par le commandant Bienaimé ; le Parlement français a voté le principe de l'envoi d'un corps expéditionnaire.

De 1894 / 1895 : Seconde guerre Franco - Malgache. Conséquence du refus d'accepter le protectorat par le premier ministre Rainilaiarivony. Elle se terminera par la défaite malgache et la signature d'un protectorat réel. Des révoltes éclatent car la population malgache conteste ce protectorat. Des mouvements de résistance se forment ainsi que des mouvements xénophobes.

15 janvier 1895 : L'occupation de Majunga par les troupes françaises du commandant Bienaimé complète les préparatifs de l'expédition dont le principe a été accepté par la Chambre des députés française, malgré l'opposition des socialistes et des radicaux. Le corps expéditionnaire comprend 15 000 hommes et l'acheminement des moyens nécessaires impose la construction d'une route praticable pour les convois. Ces travaux causent la mort, du fait du climat insalubre, de 6 000 soldats et convoyeurs algériens et somalis recrutés à cet effet.

9 juin 1895 : Les 12 "Mpianatry ny Tompo - Fifohazana" (Disciples du Seigneur) réunis en prière chez Dada Rainisoalambo auraient vu des manifestations miraculeuses et entendu la voix de Dieu leur disant : "Je vous charge de confesser les gens car je viens sauver mon peuple !". Ce sont : Rajeremia, Rainitiaray, Ramongo, Rasoarimanga, Ratahiana, Rainiestera, Ralohotsy, Rasamy, Ramanjatoela, Razanamanga, et Rasoambola.

fin août 1895 : Le corps expéditionnaire français aborde le plateau mais l'aménagement de la route ralentit sa progression.

14 septembre 1895 : Le général Duchêne, commandant en chef de l'expédition, décide de constituer une colonne légère de 4 000 combattants pour accélérer la marche vers l'intérieur.

30 septembre 1895 : les Français atteignent Tananarive. Le corps expéditionnaire français, conduit par le Général Metzinger, le Général Duchesne et le Général Voyron, bombarde le Palais de la reine dans l'après-midi

1er octobre 1895 : Capitulation de la reine Ranavalona III et signature du protectorat français sur Madagascar. Le Premier Ministre Rainilaiarivony, fait prisonnier d'Etat, est placé en résidence surveillée dans son palais d'Amboditsiry à partir du 15 octobre 1895. Les généraux français le remplacent par Rainitsimbazafy, "un vieillard dont on n'a rien à craindre", pour faire fonction de Premier Ministre.

1896 : L'intention des Français est d'abord d'établir un simple régime de protectorat, affectant surtout le contrôle de l'économie et les relations extérieures de l'île. Agitations et guérillas contre les occupants menées par les "Mena Lamba" (toges rouges, vêtements des résistants rougis par la poussière de la campagne). Mais par la suite, l'éclatement de la résistance populaire et l'arrivée du général Gallieni le 16 septembre, nommé gouverneur de l'île et chargé de « pacifier » le pays, conduisent à l'annexion du pays.

18 janvier 1896 : Après que Madagascar fut passée, le mois précédent, de l'autorité du ministère des Affaires étrangères à celle du ministère des Colonies, le Résident général Laroche fait signer à la reine un nouveau traité par lequel la « prise de possession par la France » se substitue au « protectorat ». Il est cependant demandé au Résident « d'éviter tout acte de nature à affaiblir sans nécessité l'autorité de la reine auprès de ses sujets ».

6 février 1896 : Rainilaiarivony est envoyé en exil à Alger, accompagné de son petit-fils Ratelifera qui se rendait en France, de Gabriel Razanamahery son interprète, et de quatre domestiques. Il habitait à la "Villa des Fleurs", dans les environs d'Alger, à proximité de la résidence d'un autre exilé politique, l'ancien Roi d'Amman. Il y mourut mystérieusement le 17 juillet 1896. Son corps fut rapatrié aux frais du gouvernement français en 1917 pour être enseveli avec son illustre père au Fasan-dRainiharo à Isoraka

6 août 1896 : Une loi votée par la Chambre le 20 juin, par 329 voix contre 82, déclare « colonie française l'île de Madagascar et les îles qui en dépendent ». En 1896, Madagascar était intégrée à l'empire colonial français.

27 septembre 1896 : Laroche décrète l'abolition complète de l'esclavage, deux jours avant de transmettre le commandement civil et militaire de l'île au général Gallieni. Libération de tous les esclaves dans toute l'île

De 1896 à 1905 : mission de "pacification" du général Gallieni gouverneur général de Madagascar, elle s'exercera avec brutalité.

\* Politique de la terre brûlée : pour obliger la population à se soumettre, on détruit leurs cultures et leurs villages.

\* Politique des races : il faut abattre la domination merina de l'époque. Gallieni n'en attribue pas moins aux Hovas une relative prééminence en reconnaissant leur dialecte comme langue officielle à côté du français et en prévoyant qu'ils pourront accéder avec le temps à la nationalité française.

\* Politique « diviser pour mieux régner » : il faut séparer les Malgaches pour créer une confusion.

\* Politique de la tâche d'huile : pacifier d'abord le centre et seulement après les autres régions pour arriver à tout Madagascar ; sécuriser progressivement des régions entières en combinant l'usage de la force avec l'ouverture de dispensaires et d'écoles, la priorité demeurant la mise en confiance des populations

Cette « pacification » s'accompagne d'exécutions des chefs de mouvements de révolte pour terroriser la population. Les postes militaires ont été créés pour mieux contrôler la population. Gallieni entreprend aussi l'organisation administrative, l'assimilation douanière à la France, met fin à l'hégémonie merina, crée une assistance médicale gratuite et un enseignement laïc, ouvre des routes, un chemin de fer et met au point un régime foncier. Le général Gallieni donnera à Tananarive un nouveau statut, celui de capitale de Madagascar. Les résultats sont spectaculaires et la pacification du pays méridional est acquise en mai-juin 1897, marquée notamment par la reddition du chef rebelle Rabezavana qui se rend au commandant Lyautey.

16 octobre 1896 : Rabezandrina Rainandriamampandry et le prince Ratsimamanga, oncle de Ranavalona III, sont fusillés par les Français pour couper court à toute velléité de résistance et servir d'exemple d'intimidation.

28 janvier 1897 : La reine Ranavalona III est exilée avec sa tante Ramasindrazana et sa nièce à la Réunion d'abord, puis à Alger quelques mois plus tard. Elle y mourut, et ses restes furent transférés pour être enterrés en 1939 avec ceux des autres souveraines à Anatirova, dans le tombeau se trouvant à côté de celui de Radama I, dans l'enceinte du Palais de la Reine.

Pacification du centre nord et du nord ouest.

La royauté est abolie le 28 février et la féodalité le 17 avril. Ces mesures sont finalement approuvées à Paris et Gallieni est nommé gouverneur général.

1898 : Pacification du centre sud et fin de la pacification de l'Imérina.

1900 : Soumission du Menabe. Commencement des travaux de la ligne ferroviaire Tamatave - Tananarive et de la ligne Tananarive-Antsirabé.

La réalisation d'un recensement de la population donne le chiffre de 2 550 000 habitants pour l'ensemble de l'île, dont 782 000 pour l'Imerina. Tananarive compte alors environ 50 000 habitants, Tamatave 8 000, Diego Suarez 6 000, Majunga 4 000 et Mananjary moins de 3 000.

Une femme nommée Renilahy prétend que Jésus Christ se serait présenté à elle à Manoloitrony près de Tsienimparihy, Fianarantsoa ; elle sera désormais appelée Ravelonjanahary ("que le Seigneur fait vivre").

1901 : le pouvoir colonial entame la « mise en valeur » de la nouvelle colonie pour le profit des colons et de la métropole. Les voies de communication sont créées, création de ligne de chemin de fer, construction de la ligne Tamatave -Tananarive et de la ligne Tananarive-Antsirabé, des canaux navigables sont aménagés et l'agriculture se développe, des ports modernes sont aménagés.

1900-1902 : Le Commandement supérieur du sud, correspondant au tiers méridional de l'île (avec sa capitale à Fianarantsoa) est confié au colonel Lyautey, qui complète la pacification. Une dernière révolte, facilement réprimée, n'en éclate pas moins en 1904-1905.

1902 : Administration et organisation de la nouvelle colonie :

\* Organisation générale de la nouvelle colonie : Le Président de la république française est le premier responsable de l'administration coloniale. Il est suivi du ministre des colonies qui s'occupe de l'administration coloniale et désigne les gouverneurs généraux dans les colonies. Ces deux personnalités résident en France.

\* Pour l'organisation interne de la nouvelle colonie, les fonctionnaires responsables de l'administration coloniale :

\* Le gouverneur général : il a tout les pouvoirs et publie les lois. Il est de nationalité française.

\* Le secrétaire général : il est responsable de l'administration civile et politique. Il est également Français.

\* Le conseil de gouvernement : il est composé de 15 membres dont 13 français et 2 malgaches. Ce Conseil s'occupe de la politique générale du pays.

\* Les représentants économiques et financiers formés de 50 membres (25 français, 25 malgaches) : ils s'occupent de l'élaboration des lois et de l'aménagement du territoire.

\* Division et gestion administrative de la nouvelle colonie : Madagascar est divisée en provinces, dirigées par un chef de province de nationalité française. Il exécute les ordres du gouverneur général.

\* Chaque province est divisée en districts dirigés par un chef de district de nationalité française. Il contrôle l'exécution des tâches et il conseille.

\* Officialisation des Fokonolona. Chaque district comprend des cantons dirigés par un chef de canton de nationalité malgache. Il tient le registre et collecte les impôts. Dans son travail le chef de canton est aidé par le chef de village et le chef local traditionnel. Dans les cantons la population est organisée en fokonolona.

Un gros effort est réalisé en matière sanitaire puisqu'au départ de Gallieni les Français auront installé 38 hôpitaux, 56 dispensaires, 35 maternités et 11 léproseries. À côté des missions protestantes, les jésuites, les lazaristes et les pères du Saint-Esprit développent leur influence, même si Gallieni, en républicain sourcilieux, maintient une politique de stricte neutralité religieuse. Ces missionnaires se consacrent tout particulièrement à l'enseignement, même si le gouverneur général établit des écoles laïques qui regrouperont plus de vingt mille élèves au moment de son départ.

1904 : Insurrection du sud.

13 mai 1905 : Gallieni quitte Madagascar en laissant l'île unifiée et pacifiée.

1909 : Décret de loi permettant aux Malgaches d'accéder aux droits de citoyens français.

1912 : L'ensemble comorien (dont Mayotte) devient une province de la colonie de Madagascar ; c'est le régime de Madagascar et Dépendances.

Le Général Gallieni institue l'indigénat et le SMOTIG (Service de la Main d'œuvre pour les Travaux d'Intérêt Général), travaux forcés d'une main-d'œuvre non rémunérée pour construire les infrastructures routières et ferroviaires, ainsi que les ouvrages d'art. Des "coolies" chinois sont importés par intervalle pour compléter les effectifs.

1913 : un premier mouvement nationaliste de résistance organisé et secret fait son apparition, celui des VVS, la Vy, Vato, Sakelika (fer, pierre, ramification). Il était constitué par des intellectuels, des étudiants de l'école de médecine (Ravohangy, Robin...), des poètes (Ny Havana Ramanatoanina), des journalistes (Ratsimiseta, Andrianjafitsimo...), des hommes d'Eglise (le pasteur Ravelojaonina et le prêtre Venance Manifatra), leurs objectifs étaient de lutter pour la liberté et la justice, de renforcer la solidarité, la fraternité et le nationalisme des Malgaches. Ils n'utilisent pas la violence. C'était une lutte pacifique. Il conscientise la population à l'aide de messages secrets dans les journaux et dans les tracts. Il forge les premiers concepts nationalistes modernes de ses 2.000 membres répartis dans les grandes villes de l'Imerina et à Toamasina (Tamatave, port principal du pays).



1915 : Découverte par l'administration coloniale de l'organisation VVS et répression. Les membres ont été sévèrement punis. Ils furent condamnés aux travaux forcés, certains ont été exilés. L'école de médecine sera fermée. Ce mouvement sera un échec.

1915 : En juillet, premier départ des soldats malgaches pour la Métropole. Madagascar envoie en France, au cours de la guerre de 1914-1918, 45 000 engagés volontaires dont 4 000 seront tués.

1917 : Mort de Ranaivalona III à Alger.

1920 : Le mouvement anti-colonialiste trouve son avocat en la personne de Jean Ralaimongo.

1921 : Création du Conseil Supérieur des Colonies.

Mort d'Alfred Grandidier qui a consacré son existence à l'étude de Madagascar. Le relais est pris par son fils Guillaume, qui disparaîtra lui-même en 1956. Effectués sur plus de huit décennies, leurs travaux ont conduit à la publication de deux sommes fondamentales, la Collection des ouvrages anciens concernant Madagascar (parue de 1903 à 1920) et la Bibliographie de Madagascar (dont la parution s'est étendue de 1905 à 1957).

1922 : Jean Ralaimongo, animateur du journal L'Opinion et fondateur de la Ligue française pour l'accession des indigènes de Madagascar aux droits de citoyens français réclame la transformation de l'île en département et dénonce les expropriations et certains abus de la colonisation.

1923 : Les terres australes françaises sont rattachées administrativement à Madagascar.

1924-1929 : Marcel Olivier est gouverneur général. Il favorise l'activité des grandes compagnies commerciales et crée la Banque de Madagascar ainsi qu'une organisation de crédit agricole, alors que les exportations de produits primaires s'envolent, dans le contexte favorable de la prospérité passagère que connaissent les années vingt. De grands travaux d'infrastructure (routes, chemins de fer) sont poursuivis.

7 mai 1924 : Création des Délégations économiques et financières. Représentant les intérêts des colons et ceux des notables indigènes, elles n'ont qu'un pouvoir consultatif.

1926 : Début des travaux de construction de la ligne de chemin de fer Fianarantsoa / Manakara. Essor du S.M.O.T.I.G. (travaux forcés)

3 mars 1927 : Un terrible cyclone détruit Tamatave.

1929 : Manifestations massives pour la naturalisation. La manifestation du 19 mai 1929 a poussé les Malgaches à réclamer pour la première fois l'indépendance de Madagascar. Les dirigeants du mouvement de Jean Ralaimongo sont arrêtés et mis en résidence surveillée. Cependant les militants malgaches ne se découragent pas. L'exemple du mouvement V.V.S et de celui de Jean Ralaimongo conduit les Malgaches vers un nationalisme populaire. Désormais, tout le peuple malgache aspire à l'indépendance. Les années 1930 voient la naissance d'un syndicalisme que le Front populaire reconnaît, en même temps que les partis politiques autochtones.

1930-1939 : Léon Cayla, gouverneur général. Malgré la crise mondiale, il rétablit l'équilibre de la balance commerciale de l'île et poursuit les grands travaux, notamment l'aménagement des ports modernes de Tamatave et de Diego Suarez – ce dernier établi jadis par le colonel Joffre. La

reconstruction de Tamatave et les transformations de Tananarive, de Fianarantsoa et de Majunga voient le développement dans l'île d'un urbanisme moderne. En passant de 12 000 à 25 000 km, la longueur du réseau routier double au cours de cette période. La production de café est multipliée par six. Une ligne aérienne est alors établie avec la France. Marcel de Coppet remplace Léon Cayla en juin 1939.

1934 : La publication de La Nation Malgache témoigne – en raison de la déception engendrée par l'échec des demandes d'assimilation – du développement d'un nationalisme malgache, animé par Dussac, un créole sympathisant des communistes, et par le Malgache Ravoahangy. Ils réclament la fin de l'indigénat et l'accession de tous à la citoyenneté française mais l'écrasante majorité des masses rurales semble encore étrangère à ces revendications.

1938 : Élargissement de l'accession des Malgaches aux droits du citoyen français . Plan de mobilisation de la production agricole à Madagascar. Retour des cendres de Ranavalona III à Tananarive.

juillet 1940 : Le gouverneur De Coppet cède son poste à Léon Cayla, lui-même remplacé en avril 1941 par le gouverneur Annet. Du fait de la guerre, le pays est réduit à vivre de ses propres ressources, la plupart des communications maritimes se trouvant interrompues.

Les colons restent fidèles au maréchal Pétain, mais les troupes sud-africaines et britanniques débarquent dans l'île en 1942, et la remettent aux forces de la France libre l'année suivante.

1942 : Le 5 mai 1942, deux ans après la débâcle française face à l'armée allemande, les Britanniques, craignant que le Japon ne s'emparât de Madagascar - alors aux mains du gouvernement de Vichy - envoyèrent dans l'île un corps expéditionnaire - débarquement britannique à Diégo Suarez.

Bataille de Diégo Suarez. Les navires français se trouvant dans la rade sont coulés et les quelques rares avions français sont abattus. Ces combats entraînent la mort de l'aviateur Assolant qui avait établi la première liaison aérienne entre Madagascar et la métropole. Le prétexte invoqué par les Anglais était la présence tout à fait imaginaire de sous-marins japonais dans les eaux malgaches. Au moment où l'expansion japonaise atteignait en Asie ses limites maximales, les Britanniques entendaient en fait de pouvoir disposer d'une base précieuse leur permettant de conserver une totale liberté d'action dans l'océan Indien au cas où Ceylan et l'Inde se trouveraient par trop menacés.

14 septembre 1942 : Nouveau débarquement anglais, à Majunga cette fois. L'objectif est la prise de contrôle de l'ensemble de l'île ; Tananarive est occupée le 23 septembre. Le gouverneur Annet signe un armistice à Ambalavao le 6 novembre. Le 14 décembre, accord De Gaulle Eden à Londres sur l'administration de Madagascar.

janvier 1943 : Les Anglais remettent le contrôle de l'île au gouvernement de la France libre. Le général Le Gentilhomme vient y installer le pouvoir gaulliste. Il sera remplacé en mai par le gouverneur général de Saint Mart. Le souci de faire participer l'île à l'effort de guerre auquel la France libre entend, pour des raisons politiques évidentes, prendre toute sa part, fait que les prélèvements et les réquisitions sont augmentés, ce qui suscite le mécontentement de la communauté européenne et des populations malgaches, aggravé par l'insuffisance des marchandises de nouveau importées, propice au développement du marché noir.

décembre 1943 : René Pleven, commissaire aux Colonies du Comité français de libération nationale, vient annoncer à Tananarive la constitution d'une commission mixte franco-malgache appelée à débattre de l'évolution politique future de l'île. Ces perspectives semblent confirmées par les propos tenus lors de la conférence de Brazzaville qui, tout en écartant l'autonomie, prévoit pour l'après-guerre une représentation des indigènes des territoires coloniaux au Parlement français.

1944 : Décret réformant les collectivités malgaches. Armistice.

mars 1945 : Création d'un Conseil représentatif comportant trente membres français et trente membres malgaches désignés par les notables traditionnels. Cette assemblée devait disposer de certains pouvoirs, notamment en matière budgétaire.

## La voie de l'indépendance

22 février 1946 : Naissance du MDRM (Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache). Madagascar devient un territoire d'Outre-Mer au sein de l'Union française. Ce parti prône l'indépendance de l'île, gagne toutes les élections et envoie à l'Assemblée constituante française trois députés : Dr. Joseph Ravoahangy Andrianavalona, Dr. Joseph Raseta, et Jacques Rabemananjara.

1946 : L'ensemble "Territoire des Comores" est détaché définitivement de Madagascar.

21 mars 1946 : Les députés du MDRM proposent l'abolition de la loi d'annexion et la reconnaissance de Madagascar comme un « État libre, ayant son gouvernement, son Parlement, son armée, ses finances au sein de l'Union française ». L'échec de la première Constituante fit que cette proposition fut finalement négligée.

19 mai 1946 : Retour au Gouvernement général de De Coppet, qui est accueilli par des manifestations hostiles. L'opinion malgache est influencée par le mouvement de décolonisation qui débute alors en Asie du sud et par les encouragements de l'ONU et des deux grandes puissances du moment, les USA et l'URSS, à réclamer une évolution rapide du statut de l'île.

6 août 1946 : Création du PADESM (Parti des Dshérités de Madagascar), "à l'instigation" des administrateurs français, dit-on, pour contrer la velléité d'indépendance du MDRM. Ce parti anti-indépendantiste regroupait uniquement les " Mainty-enindreny" et "les tanindrana" ou côtiers. Un gouvernement fédératif fut instauré, les représentants du mouvement de rénovation malgache (M.D.R.M), ce qui provoqua une sévère répression en 1947.

25 octobre 1946 : Un décret divise Madagascar en cinq provinces disposant d'une large autonomie budgétaire et d'une assemblée propre. Une Assemblée centrale devait par ailleurs siéger à Tananarive.

janvier 1947 : Lors des élections générales, le MDRM l'emporte partout, sauf dans la province de Majunga.

29 mars 1947 : Cette nuit-là éclate une insurrection contre la colonisation qui embrase la façade orientale de l'île, et s'étend à de nombreuses régions.

La dure répression par la force coloniale, composée principalement de tirailleurs sénégalais et marocains, fait des milliers morts, presque tous malgaches.

Dissolution du MDRM par les autorités françaises.

Paris avait alors envoyé des troupes pour mater un soulèvement populaire contre les colons français. Historique dans le processus de décolonisation, cette date n'en a pas moins été occultée pendant longtemps par les gouvernements malgaches et français. Pendant plus d'un mois et dans le plus grand silence, la répression fait des milliers de victimes. Exécutions sommaires, tortures, incendies de villages : l'armée française testait une nouvelle technique de « guerre psychologique », jetant des suspects du haut des avions pour terroriser la population. Des mascarades de procès ont aussi lieu au Palais du Premier Ministre à Andafiavaratra.

Si la France a rayé ce douloureux épisode de sa mémoire collective, il est resté fortement ancré dans les esprits malgaches.

L'exemple malgache fait aussi son chemin et inspire d'autres pays comme le Vietnam et l'Algérie.

décembre 1948 : L'insurrection est complètement matée. Tous les partis sont dissous. Création du FIDES (Fonds d'Investissements pour le Développement Économique et Social). Les chiffres avancés

par le gouverneur général de Chevigné et par le général Garbay pour évaluer le bilan de l'insurrection et de la répression étaient très largement surévalués – il était question de 60 000 à 80 000 morts, mais sans tenir compte du nombre de gens ayant fui leur village pour y revenir ensuite. Si l'on ajoute aux victimes de l'insurrection – Français, tirailleurs sénégalais, Malgaches tués par les rebelles – celles de la répression, on aboutit, selon les chiffres obtenus à l'issue d'une enquête méthodique commandée par le gouverneur général Bargues en 1950, à un peu plus de 11 000 victimes dont plus de 80 % appartenaient au camp des insurgés ou des victimes de la répression, qui fut parfois aveugle.

22 juillet – 4 octobre 1948 : Procès à Tananarive des leaders du MDRM, accusés d'être les responsables du déclenchement de la rébellion. Six condamnations à mort sont prononcées, dont celles de Ravoahangy et de Raseta, mais les condamnés sont graciés et l'amnistie interviendra à partir de 1954. Le MDRM n'en était pas moins dissous. Il constituait en fait la force politique largement dominante et n'avait aucun intérêt à encourager cette insurrection qui n'obéit pas à une direction centralisée. À la base, en revanche, les sections de ce parti furent souvent les foyers initiaux de la révolte. Arrivé en mars 1948, le gouverneur de Chevigné n'en avait pas moins évoqué les perspectives, pour Madagascar, d'une « libre association » à l'Union française.

février 1950 : Robert Bargues succède à Chevigné. Il conduit le redressement économique de l'île et crée les « communes rurales autochtones modernisées » qui doivent contribuer au développement des campagnes.

janvier 1951 : François Mitterrand, ministre des Colonies, déclare que « l'avenir de Madagascar est dans la République française ».

1952 : l'année 1952 marquera le retour à Madagascar de Philibert Tsiranana, en France depuis 1947. Il est un des fondateurs du parti des déshérités de Madagascar (PA.DES.M.). Cette formation, appuyée par l'administration coloniale, était, en fait, surtout destinée à contrebalancer l'influence grandissante du nationalisme malgache à travers le M.D.R.M. Il prend ses distances avec ceux des dirigeants du PA.DES.M. qui sont inféodés à l'administration et aux colons et se rapproche des nationalistes modérés partisans de l'autonomie de l'île.

20 décembre 1953 : Une déclaration des évêques catholiques affirme la légitimité des revendications indépendantistes formulées par des syndicalistes et des éléments proches des communistes.

octobre 1954 : André Soucadaux remplace André Bargues. Il est nommé par le gouvernement Mendès-France, au sein duquel un député européen de Madagascar, Roger Duveau, est secrétaire d'État à l'Outre-Mer et a fait voter l'amnistie pour les condamnés de 1948.

janvier 1956 : Duveau est élu député de la côte orientale par un collège malgache alors que l'instituteur Philibert Tsiranana est élu sur la côte occidentale.

1956 : le 23 juin, Madagascar est déclarée territoire d'outre-mer autonome par la loi-cadre Defferre de 1956. Elle marque la reprise de la vie politique. Elle met en place une nouvelle organisation politique à Madagascar.

\* Proclamation du suffrage universel

\* Création de la 6ème province (Diégo-Suarez) et de ses assemblées provinciales

\* Naissance d'une assemblée législative dont le siège est à Antananarivo

\* Formation du conseil du gouvernement malgache. Le haut commissaire de la république française est le président de ce conseil. Son vice-président est Philibert Tsiranana.

\* Malgachisation progressive des postes administratifs, conseils de province, conseil de gouvernement. La France conserve les postes clefs comme la police, l'armée, les finances et la politique étrangère

novembre 1956 : À l'occasion des élections municipales, les candidats nationalistes sont élus à Tananarive, Tamatave et Diego Suarez. Ces résultats sont confirmés par les élections régionales d'avril 1957. Il apparaît à ce moment que la loi de la majorité favorise les populations côtières et dessert l'ancien peuple dominant mérina, ce que traduit l'élection à la présidence du Conseil issu de l'Assemblée représentative centrale de Philibert Tsiranana, originaire de Majunga et leader du Parti Social Démocrate, héritier du PASDEM, le Parti des déshérités de Madagascar ; sur huit membres du Conseil, un seul est originaire de Tananarive.

Philibert Tsiranana s'apparente à la S.F.I.O. A ce titre, il intervient pour demander l'abrogation de la loi « d'annexion ». Chargé de réorganiser la fédération malgache de la S.F.I.O. avec l'aide du syndicaliste Georges Bourrel, il fonde, en 1956, à partir des sections locales de celle-ci, le parti social démocrate de Madagascar (P.S.D.). En décembre, le Congrès du PSD réclame l'autonomie de l'île et la mise au point d'un statut librement discuté « dans le cadre d'un ensemble français ».

4 avril 1957 : Promulgation du décret portant réorganisation de Madagascar. La Loi-Cadre devient effective pour le pays dès le 17 avril 1957.

1957 : Philibert Tsiranana est nommé Vice Président du conseil de gouvernement.

mai 1958 : Un Congrès de l'indépendance regroupe dix partis à Tamatave pour réclamer une république unitaire et un statut analogue à celui des pays du Commonwealth britannique. Le Parti du congrès de l'indépendance, l'AFKM, est créé à son issue.

22 août 1958 : Visite du général de Gaulle à Tananarive pour y présenter son projet de Communauté. « Demain, vous serez de nouveau un État, comme vous l'étiez lorsque ce palais était habité », déclare le général de Gaulle.

23 septembre 1958 : Madagascar organise un référendum d'autodétermination, ce référendum a été organisé à propos du choix de Madagascar entre "L'indépendance totale" ou "L'indépendance dans la communauté française " ; les Malgaches choisissent l'indépendance dans la communauté française. Les Malgaches ont voté "OUI" par 1.363.059 voix contre 392.557 "NON". Le oui l'emporte à Madagascar par 77 % des voix mais Tananarive et Tamatave donnent une légère majorité au non. Madagascar fit ainsi son entrée comme Etat membre de la Communauté française, tout en étant le second territoire d'Outre-Mer (après la Guinée de Sékou Touré qui avait dit "NON") à avoir donné le plus de "NON".

Il faut noter l'existence, à l'époque, de 2 courants politiques divergents dans l'île :

1°) Les partisans du OUI, au sein desquels existait une divergence d'opinion quant au futur statut après la victoire du OUI (bien que toutes deux soient pro-françaises) : celui dirigé par Norbert Zafimahova réclamait la départementalisation (appuyés par les colons français), et l'autre pour une "autonomie interne" avec Philibert Tsiranana en tête (fondateur du PSD - Parti Social Démocrate).

2°) Les partisans du NON avec, d'un côté, le Pasteur Richard Andriamanjato, chef du Parti AKFM (Antokon'ny Kongresin'ny Fahaleovantenan'i Madagascar) ou Parti du Congrès pour l'Indépendance de Madagascar (tenu à Tamatave en 1958), fusion de 5 partis politiques de moyenne envergure, et de l'autre le MONIMA ou Mouvement National pour l'Indépendance de Madagascar dirigé par Monja Jaona, Maire et Conseiller provincial de Tuléar, qui demandaient l'indépendance totale de Madagascar.

14 octobre 1958 : Proclamation de la République de Madagascar à l'issue du Congrès des Assemblées provinciales présidé par le leader politique du Sud, Norbert Zafimahova concurrent direct de Philibert

Tsirana (originaire du Nord-Ouest) à la Présidence de la République. La loi d'annexion du 6 août 1896 fut déclarée caduque par le Haut Commissaire Soucadeaux.

16 octobre 1958 : L'Assemblée Constituante et Législative provisoire, présidée par Norbert Zafimahova élabore la Constitution du jeune Etat dont l'Exécutif fut assuré par un Gouvernement provisoire présidé par Philibert Tsiranana. Le drapeau (Fotsy - Mena - Maintso) et l'hymne national malgache sont créés. Un drapeau national unissant les couleurs blanc et rouge de l'ancienne monarchie mérina à la couleur verte symbolisant les populations côtières est adopté.

29 avril 1959 : Adoption de la Constitution de la première République de Madagascar.

1er Mai 1959 : Philibert Tsiranana avait recueilli 113 voix sur 113 des suffrages exprimés pour devenir le premier Président de la République pour 7 ans ; il accède à la Présidence de la République Malgache contre M. Norbert Zafimahova, président de l'Assemblée. Son élection est favorisée par une ascension politique qu'a facilitée l'arrivée à Madagascar de M. Soucadeaux comme haut-commissaire. La devise de l'Etat était : "Fahafahana, Tanindrazana, Fandrosoana" (Liberté, Patrie, Progrès).

10 mai 1959 : Le gouvernement provisoire prit fin, et le premier gouvernement entra en fonction.

2 avril 1960 : Les accords relatifs à l'indépendance de Madagascar et Dépendances furent ratifiés par l'Assemblée Nationale française le 9 juin et par le Sénat le 16 juin 1960.

26 juin 1960 : Proclamation solennelle de l'Indépendance de Madagascar. "Une liberté cueillie en douceur" selon les termes du premier président de l'île, Philibert Tsiranana. Seul Jean Foyer, secrétaire d'Etat chargé des Relations avec la communauté au cabinet du Premier ministre Michel Debré, a fait le déplacement pour la signature des accords de coopération. La France suit l'événement de loin. Philibert Tsiranana est élu président de la république. Il autorise les Français à garder le contrôle des institutions commerciales et financières et à maintenir des bases militaires sur l'île. Lasse de la guerre d'Indochine, la France du Général de Gaulle finit par accorder cette indépendance tant désirée par la population. L'élite urbaine malgache restera très attachée à l'influence occidentale et aux valeurs chrétiennes françaises. Un héritage colonial que le premier président Tsiranana tentera de maintenir coûte que coûte, et qui accentuera l'écart entre la population d'Antananarivo et celle des provinces. Aux premiers jours de la nouvelle République, un processus de réconciliation est mis en œuvre. Car les liens qui relient Madagascar à la France restent très forts. Pour preuve, dans la déclaration d'indépendance de 1960, les deux pays s'engagent à ce que « l'amitié traditionnelle reste intacte », et scellent une étroite coopération culturelle, économique et militaire. Tsiranana obtient la libération des rebelles de l'insurrection de 1947, rassurant ainsi les leaders nationalistes. Jugée par tous comme une période de néocolonialisme (nouvelle forme de colonisation), ne durera que jusqu'en 1972.

1960 : Le 20 juillet retour des exilés de 1947.

1960 : Le 21 septembre, admission de Madagascar à l'O.N.U.

## La difficile démocratisation (depuis 1965)

1965 : Réélection à la présidence de Philibert Tsiranana (du PSD, le Parti social démocrate) par suffrage universel. Élections législatives et victoire du PSD. L'opposition est formée par le Parti du congrès pour l'indépendance de Madagascar, l'AFKM, fondé en 1958. Le PSD représente surtout les populations côtières, l'AFKM celles du plateau.

1967 : Premières révoltes paysannes dans le sud du pays.

4 septembre 1967 : le Congrès du PSD demandait ouvertement la nécessité d'une révision des accords avec la France.

Janvier au 25 mai 1970 : Le Président Tsiranana est évacué et soigné à l'Hôpital de la Salpêtrière à Paris pour troubles hémiplésiques. Course au pouvoir chez les "pseudo-dauphins". Durant son absence, l'intérim de la Présidence est assuré par une "troïka": le Vice-Président du Gouvernement Tsiebo Calvin, Ministre sans portefeuille (qui n'avait, toutefois, pas le rôle d'un Premier Ministre), Resampa André, Ministre de l'Intérieur et Secrétaire Général du puissant PSD, et Rabemananjara Jacques, Ministre des Affaires Etrangères.

Ce dernier représentait les tendances libérales et chrétiennes, alors que Resampa, "homme fort" du régime penchait pour accentuer socialisme et laïcisme.

Novembre 1970 : Premiers accords économiques, culturels et techniques signés avec Pretoria (Afrique du Sud, régime de l'apartheid).

Février 1971 : Dissolution du gouvernement et formation d'un nouveau ; Resampa André est nommé non plus premier, mais 2ème Vice-Président du Gouvernement et Ministre d'Etat à l'Agriculture, mais non plus Ministre de l'Intérieur comme auparavant, ce poste étant cumulé par le Président Tsiranana en plus de celui de la Défense.

1er avril 1971 : Révolte sanglante dans le Sud faisant plus de 1 000 morts, réprimée dans le sang par le Président Tsiranana et le Colonel Richard Ratsimandrava, Chef d'Etat Major de la Gendarmerie. Le parti politique MONIMA (" Madagascar aux Malgaches ") est accusé de complot "maoïste" et d'agitateur. Son chef Monja Jaona fut mis en prison. Les paysans se sont révoltés à cause des exactions commises par les autorités locales pour le recouvrement des impôts (impôt sur les bœufs et impôt sur la capitation). Tsiebo étant originaire du grand Sud (Betroka) et Resampa du Sud-Ouest (Morondava), cette affaire créa une grave scission au sein du parti au pouvoir.

1er juin 1971 : Mr. André Resampa est arrêté, déchu de ses fonctions et mis en résidence surveillée à l'île Sainte Marie. Il est accusé par le Président Tsiranana d'être de mèche avec les Etats Unis d'Amérique et de comploter contre l'Etat ; l'ambassadeur de ce pays, Mr David MARSHALL, est déclaré "persona non grata" et prié de quitter le pays.

30 janvier 1972 : Philibert Tsiranana est réélu Président de la République avec 99,8% des suffrages exprimés.

Février 1972 : Grève de l'Ecole de Médecine de Befelatanana à Antananarivo.

Avril 1972 : L'AUPELF, ou Association Universitaire Partiellement ou Entièrement de Langue Française, tient ses assises à l'Université de Madagascar dont les étudiants déclenchent aussi leur grève. Les



élèves des Lycées et des Collèges de la Capitale grossiront par solidarité les rangs des grévistes du 24 au 30 avril

13 mai 1972 : Dans la nuit du 12 au 13 mai, le Gouvernement envoya en déportation au bagne de l'île de Nosy Lava 400 protestataires, après un Conseil restreint des Ministres présidé par le Président Tsiranana à Ranomafana-Ifanadiana, où il était en cure.

Le lendemain 13 mai, les syndicalistes se joignirent aux étudiants pour former une très vaste manifestation sur l'Avenue de l'Indépendance, baptisée par la suite "Place du 13 mai". Répression par les armes des F.R.S. (Forces Républicaines de Sécurité) : 34 morts dont 10 parmi les forces de l'ordre. L'armée refusait de prendre part à la répression, mais fut appelée par la population pour prendre le pouvoir auquel on reprochait sa politique "néo-colonialiste".

18 mai 1972 : Le Général merina Gabriel Ramanantsoa, Chef de l'Etat-Major de l'Armée Malgache est investi des pleins pouvoirs par le Président Tsiranana, et rendait public, le 27 mai, la composition du nouveau Gouvernement avec 5 militaires et 6 civils (11 personnes en tout, par opposition aux précédents gouvernements avoisinant la trentaine).

Le Général Ramanantsoa cumulait avec son poste de Premier Ministre les fonctions de Ministre de la Défense Nationale et des Forces Armées, et celles du Plan. Les 4 autres Officiers du gouvernement étaient : le Colonel Richard Ratsimandrava, Ministre de l'Intérieur ; le Capitaine de Frégate Didier Ratsiraka, Ministre des Affaires Etrangères, le Général Gilles Andriamahazo, Ministre de l'Aménagement du Territoire, le Lieutenant-Colonel Joël Rakotomalala, Ministre de l'Information.

Les 6 civils étaient : le Dr. Emmanuel Rakotovahiny, Ministre du Développement Rural, le Dr. Justin Manambelona, Ministre des Affaires Culturelles, le Professeur Albert Zafy, Ministre des Affaires Sociales, Mr Andrianada, Ministre de la Justice, Mr. Albert Marie Ramaroson, Ministre de l'Economie et des Finances, le Pasteur Daniel Rajakoba, Ministre de la Fonction Publique et du Travail.

1972 : le 8 octobre, référendum à l'initiative du général Ramanantsoa pour son maintien au pouvoir pendant 5 ans, de 1972 à 1975 ; le président Tsiranana est désavoué.

Validation de l'option populaire et du programme gouvernemental par voie de référendum et élection des membres du Conseil National Populaire pour le Développement (CNPD).

Le gouvernement Ramanantsoa s'est voulu "apolitique" : l'équipe étant constitué d'hommes sans étiquette, mais reconnu pour leur probité. Il n'en demeure pas moins que les ministres, à qui le Chef de gouvernement avait donné une large autonomie d'action dans leur domaine respectif, avaient chacun leur tendance politique : les uns de tendance plutôt libérale, les autres assez progressistes, les autres encore foncièrement révolutionnaires.

27 décembre 1972 : Manandafy Rakotonirina, ancien théoricien et Secrétaire Général du Monima, crée le parti MFM (ou "Mpitolona ho an'ny Fanjakan'ny Madinika").

1973 : En janvier, ouverture à Paris de négociations pour la révision des accords franco-malgaches. En février, manifestations contre la malgachisation. En mars, restructuration rurale : mise en place des Fokonolona. En mai, Madagascar quitte la zone franc.

Juin 1973 : Le Ministre des Affaires Etrangères, Didier Ratsiraka dirigea la délégation malgache pour négocier de nouveaux accords de coopération franco-malgaches. Madagascar quitte la zone franc. Des relations diplomatiques sont nouées avec les pays socialistes, les relations avec l'Afrique du Sud et Israël ayant été rompues. En septembre, les forces françaises présentes sur l'île seront évacuées.

1974 : Ramanantsoa conciliait difficilement les diverses tendances au sein de son gouvernement. L'armée elle-même était divisée. En décembre, tentative de coup d'état du colonel Rajaonarison.

21 janvier 1975 : Le Colonel Brécharad Rajaonarison, impliqué dans un précédent complot semble-t-il, se réfugiait au G.M.P. (Groupe Mobile de Police, ancien F.R.S.) avec un groupe de mutins.

25 janvier 1975 : Le Général Ramanantsoa destitua son gouvernement.

5 février 1975 : Ramanantsoa remet les pleins pouvoirs au Colonel Ratsimandrava, aux dépens de son populaire Ministre des Affaires Étrangères le Capitaine de Frégate Didier Ratsiraka. Ratsimandrava présente le soir même son gouvernement composé de 6 militaires et de 9 civils, suivant la ligne de conduite de Ramanantsoa en formant un gouvernement apolitique chargé de développer le pays sur la base du "Fokonolona", communauté villageoise traditionnelle de la société malgache, siégeant en assemblée dans le cadre d'une restructuration du monde rural, en vue de la "maîtrise populaire du développement".

11 février 1975 : La voiture du nouveau Chef de l'Etat tombait dans une embuscade alors qu'il rentrait chez lui, et il fut assassiné ce soir-là par une rafale de balles ; il n'avait été Président que pendant six jours.

La même nuit, au milieu de l'affolement général, le doyen du Cabinet de Ratsimandrava, le Général Gilles Andriamahazo constituait un Comité National Militaire de Salut Public (Directoire Militaire) composé de 18 Officiers et imposait la loi martiale pour ramener le calme dans le pays.

13 février 1975 : Les activités des partis politiques sont suspendues. De février à juin Gilles Andriamahazo devient président de la République : institution d'un directoire militaire. Le Directoire assurera la continuité en matière de relations extérieures et respectera tous les engagements et accords internationaux signés antérieurement par la République Malgache.

21 mars 1975 : Ouverture du procès de l'assassinat de Ratsimandrava au Palais de Justice d'Anosy ; 296 personnes ont été inculpées, parmi lesquelles l'ancien Président Philibert Tsiranana, l'ancien Ministre de l'Intérieur, Resampa, Secrétaire Général du P.S.M (Parti Socialiste Malgache qu'il créa après sa déportation à Sainte Marie), le Colonel Roland Rabetafika (premier Officier arrivé sur les lieux du crime, il était Directeur Général du Gouvernement de Ramanantsoa et habitait le quartier où l'attentat avait eu lieu), et le chef des mutins le Colonel Brécharad Rajaonarison.

Juin 1975 : Le verdict rendu condamnait 3 comparses à 5 ans de travaux forcés et acquittait tous les autres inculpés. Toute la lumière ne fut pas faite sur cette affaire.

15 juin 1975 : Les 18 membres du Directoire Militaire élirent le Capitaine de Frégate Didier Ratsiraka Président de la nouvelle institution qui vient d'être créée, le Conseil Suprême de la Révolution (connu sous le sigle C.S.R.).

16 juin 1975 : Nationalisation de toutes les banques et sociétés d'assurances opérant à Madagascar, nomination des 8 militaires membres du CSR, en sus de son président : Lt-Colonel Joël Rakotomalala, Lt-Colonel Jaona Mampila, Commandant Fernand Patureau, Commandant Désiré Rakotoarijaona, Commandant Martin Rampanana, Capitaine Ferdinand Jaotombo, Capitaine Jean de Dieu Randriantanana, Capitaine Max Marson, et formation d'un gouvernement de 12 membres (le Ministère de l'Intérieur étant cumulé par le CSR Jaona Mampila).

21 décembre 1975 : Référendum pour consacrer la mise en place de la IIème République (la R.D.M. ou République Démocratique de Madagascar), la nouvelle Constitution et la Charte de la Révolution socialiste malgache, le "Boky Mena" ou Livre Rouge. Le Front National pour la Défense de la

Révolution (FNDR) intègre les partis politiques et organisations révolutionnaires qui adhèrent à la Charte : ce sont l'AREMA (Avant-Garde de la Révolution Malgache, parti créé par Didier Ratsiraka dont il en est le Secrétaire Général); l'AKFM-KDRSM, le MONIMA, le VONJY Iray Tsy Mivaky du Dr. Marojama Razanabahiny, l'UDECMA de Solo Norbert Andriamorasata (Union des Démocrates Chrétiens). La tendance est à la création d'un Parti unique à Madagascar.

L'AKFM admet qu'il y a un "vide politique" que les nombreux partis du moment n'arrivent pas à combler. Il ne maintient plus le "socialisme scientifique à la soviétique" mais veut participer à la recherche d'un type d'action socialiste adapté aux réalités malgaches.

30 décembre 1975 : Cérémonie d'investiture du Président Ratsiraka comme Chef d'Etat ; il s'agit pour le Front NDR de mettre en œuvre, notamment dans les domaines de l'enseignement et de l'économie, les revendications de 1972, démocratisation, malgachisation et décentralisation. Les biens français et les secteurs économiques vitaux sont nationalisés. L'Etat s'endette et pratique la politique "d'investissements à outrance".

M. Tsiranana, face au climat politique, propose la création d'un « conseil des sages » sous sa présidence, puis, suite à une fin de non-recevoir, refuse de mener campagne pour M. Ratsiraka, après l'investiture de ce dernier par le directoire militaire. Dès lors, le P.S.M. est dissous et M. Tsiranana n'exercera plus d'activité publique.

1975 : la politique de Madagascar virant au communisme, l'URSS, Cuba, la Corée du Nord devinrent les pays de références. Exit la France, bien que Madagascar adhéra au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie et participe régulièrement aux sommets de la France / Afrique version Mitterrand.

L'enseignement fut « malgachisé » à outrance. Après le bac, le taux d'échec à l'Université de Madagascar devint vertigineux, le français étant toujours de mise dans cette honorable institution. La génération 1975 / 1993 sera appelée "la génération sacrifiée". Il faudra attendre l'éviction de « l'amiral rouge » pour que le français soit remis à l'école mais pauvreté aidant, la majorité des enfants malgaches ne purent aller à l'école. De ce fait, on déplore actuellement plus de 50% d'analphabètes dans un pays qui compte 9 millions de jeunes de moins de 18 ans pour une population d'un peu plus de 15 millions d'habitants.

1976 : Le 11 janvier, nomination de Joël Rakotomalala au poste de Premier ministre. Le 30 juillet M. Rakotomalala décéda dans un accident d'hélicoptère. M. Justin Rakotoniaina lui succéda au poste de Premier ministre.

Juin 1977 : Elections législatives ; le parti AREMA obtient 112 députés sur 137 sièges.

Le MONIMA quitte le Front NDR et se scinde en deux : l'aile de Monja Jaona voyait en l'actuel président Ratsiraka le principal "ennemi" à écarter coûte que coûte, arguant qu'elle a le soutien du peuple qui est disposé à recourir aux moyens violents pour faire aboutir leurs idées. Le nouveau parti Vondrona Sosialista Monima (VSM) dirigé par Remanindry Jaona soutient que l'ennemi n'est pas Ratsiraka, mais les capitalistes étrangers et ceux nationaux qui veulent conquérir le pouvoir afin de contrarier "l'avancée de la révolution socialiste"

1977 : Arrestation de 3 officiers de la gendarmerie et de l'armée pour complot et atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat : le commandant Andriamaholison Richard ex-ministre de l'Information et du Tourisme, le Capitaine Rakotonirina Marson ex-aide de camp du Général Ramanantsoa, et le Capitaine Rakoto Abel.

1977 : Le 31 juillet, démission de Justin Rakotoniaina, il est remplacé au poste de Premier ministre par le lieutenant-colonel Désiré Rakotoarijaona.

1978 : en mai, à Antananarivo, manifestations étudiantes et violences. Décès le 16 avril de l'ancien président Philibert Tsiranana.

Les contrecoups de deux crises pétrolières et la chute des cours des matières premières entraînent rapidement une régression de la démocratie, et la corruption revient au galop. Instauration d'une économie de pénurie au début des années 1980.

20 janvier 1980 : Création du F.F.K.M. (Fiombonan'ny Fiangonana Kristiana eto Madagascar) ou Conseil des Eglises Chrétiennes de Madagascar, créé à l'église d'Isotry Fitiavana.

1981 : en février, Antananarivo est le théâtre d'émeutes.

1982 : Didier Ratsikara est réélu président de la république, il gagne les élections face à Monja Jaona, président du MONIMA, les élections législatives qui s'ensuivront donneront la victoire de l'AREMA obtient 117 sièges sur 137.

1982 : Des difficultés de tous genres contraignent le gouvernement à engager des négociations avec les institutions internationales et à adopter une politique d'ajustement structurel. La collecte et la distribution des produits agricoles, en particulier le riz, sont libéralisées, engendrant une hausse substantielle des prix de denrées de base que l'Etat, en "bon élève du FMI", ne peut plus subventionner.

Les dévaluations successives entraînent un appauvrissement général et son corollaire, le mécontentement populaire. Certains partis au sein du Front réclament des changements de ce dernier pour s'adapter aux réalités.

1983 : Jugement rendu par le tribunal contre les 3 officiers arrêtés en 1977 ; le commandant Andriamaholison Richard, le Capitaine Rakotonirina Marson et le Capitaine Rakoto Abel sont condamnés à la déportation à perpétuité.

1986 : En novembre Taomasina est le théâtre d'émeutes.

1987 : En février, violence raciste contre la communauté indo-pakistanaise.

1988 : Démission du poste de Premier ministre de Désiré Rakotoarijaona. Il est remplacé par Victor Ramahatra.

1989 : Le 12 mars, Didier Ratsikara est réélu président de la république, les élections législatives qui s'ensuivront donneront la victoire de l'AREMA avec 120 députés sur 137.

29 avril 1989 : Le Pape Jean Paul II célèbre une messe œcuménique à la cathédrale d'Andohalo. Durant sa visite à Madagascar, il procéda à la béatification de la Bienheureuse Victoire Rasoamanarivo, nièce de l'ancien Premier Ministre Rainilaiarivony. A cette occasion, l'Eglise Catholique transféra son corps dans la Chapelle sise devant le portail de la Cathédrale d'Andohalo.

1989 : En décembre, autorisation du multipartisme. Vote de l'amendement de la Constitution pour permettre la libre formation des partis.

1990 : Début d'un mouvement de contestation. Grèves à répétition des étudiants. Le 13 mai, tentative de coup d'Etat.

La crise économique latente depuis le milieu de la décennie 1980 provoque des mécontentements de plus en plus forts au sein de la société, sur fond de bouleversements dans le monde, notamment les transformations dans le monde socialiste. L'opposition intérieure se mobilise de plus en plus.

1990 : Les forces d'opposition créent le Conseil Permanent des Forces Vives pour demander un changement de régime. De nouvelles organisations politiques ont vu le jour : GRAD-Iloafo du Pr Willy Léonard et Rabetsitonta Ratovonahary, CSDDM de Mr Francisque Ravony, AKFM-Fanavaozana du Pasteur Richard Andriamanjato, UNDD du Dr. Emmanuel Rakotovahiny, VVSV de Daniel Ramaromisa, PRM de Roger Ralison, RPSD de Pierre Tsiranana, Fihaonana de Guy Willy Razanamasy

1990 : le commandant Andramaholison Richard, le Capitaine Rakotonirina Marson et le Capitaine Rakoto Abel sont libérés après 13 ans de détention pour avoir milité pour la libération de leur pays

1990 : Visites de François Mitterrand (juin) et du Sud-Africain Frédéric de Klerk (août) mais le pouvoir doit compter avec l'opposition grandissante des églises qui deviennent le principal foyer de contestation.

1991 : En juin, 16 partis et groupements syndicaux créent un comité des forces vives (CFV) pour obtenir un changement de régime et l'abrogation de la Constitution socialiste de 1975. La CFV organise des manifestations de rue qui regroupent des centaines de milliers de personnes. Elle désigne également un Président de la République, un Premier ministre, et un gouvernement parallèle : elle nomme comme président Jean Rakotoharison et Albert Zafy comme Premier ministre de transition.

8 juillet 1991 : La grève générale illimitée est décrétée par les Forces Vives dans tout le territoire. Le pouvoir décrète l'état d'urgence le 22 juillet.

10 août 1991 : Les manifestants marchent sur le Palais d'Etat d'Iavoloha pour exiger la démission du Président. L'Amiral Ratsiraka ordonne au régiment de la sécurité présidentielle de tirer sur la foule : bilan 31 morts, une centaine selon l'opposition. Ce massacre des manifestants lors de la " Marche de la liberté " provoquera l'éviction du Président Didier Ratsiraka pendant 6 ans.

31 octobre 1991 : Par la Convention dite de "Panorama" (nom de l'Hôtel où les négociations et la signature ont eu lieu), le Président Ratsiraka accepte la création d'une Haute Autorité de l'Etat (H.A.E.) et d'un gouvernement de transition dirigé par le pharmacien Guy Willy Razanamasy.

Nomination des 11 membres de la Haute Cour Constitutionnelle (H.C.C.) :

- quota du Président : 1) Victor Boto, 2) Honoré Rakotomanana, 3) Berthe Rabemahefa, 4) Georges ThomasIndrianjafy ;

- quota de la H.A.E. : 1) Norbert Lala Ratsirahonana, 2) Rakivolaharivony Jeanine Hortense, 3) Imboty Raymond, 4) Florent Rakotoarisoa, 5) Jean Michel Rajaonarivony ;

- quota du Premier Ministre : 1) Jules Mananjara, 2) Dieudonné Andriantsihofa Rakotondrabao

1991 : Suite à l'accord du 31 octobre entre toutes les forces politiques, Albert Zafy est nommé pour une période de 18 mois, Président de la Haute Autorité de l'État pour la transition vers la troisième République. Didier Ratsiraka demeure chef de l'Etat en tant que symbole de l'unité nationale, mais Albert Zafy conduit l'essentiel des affaires du pays.

1992 : Création de l'Association LEADER-Fanilo de Herizo Razafimahaleo qui prône le renouvellement et le rajeunissement de la classe politique, pour faire de la politique "autrement".

Août 1992 : Adoption par referendum d'une nouvelle Constitution équilibrant les pouvoirs entre un président élu au suffrage universel, et une Assemblée nationale "souveraine". Le Général Gabriel Ramanantsoa prend le pouvoir et entreprend une grande campagne de malgachisation.

Février 1993 : Première élection libre, Didier Ratsikara (33,26 %) est battu par le Professeur de médecine Albert Zafy (66,74 %), candidat des Hery Velona (Forces Vives) et ancien ministre du Général Ramanantsoa. Début de la IIIème république. Élection de Francisque Ravony comme Premier ministre par le Parlement.

L'Amiral Didier Ratsiraka choisit "l'exil volontaire" à Paris avec sa famille.

Le Président Zafy affirme privilégier la lutte contre la pauvreté et vouloir faire du pays un "dragon économique de l'Océan Indien", mais les conflits qui l'opposent au Premier Ministre et aux députés entraînent une instabilité telle qu'en trois ans à peine se succèdent huit gouvernements et trois Premiers Ministres (l'avocat d'affaires Francisque Ravony, le Dr Vétérinaire Emmanuel Rakotovahiny, et l'ancien Président de la Haute Cour Constitutionnelle Norbert Lala Ratsirahonana).

Les conditions de vie de la population ne cessent de se détériorer : le gouvernement, sur les conseils du FMI, optent pour le "flottement de la monnaie" qui perd 60% de sa valeur, la corruption gagne du terrain. L'Etat est pressé par la Banque Mondiale de se désengager du secteur productif. Le gouvernement entame la politique de privatisation. Les investisseurs étrangers s'implantent dans le pays et les zones franches se développent rapidement. Le Premier Ministre de la Transition Guy Willy Razanamasy devient Maire de la capitale.

Le temps du « socialisme » malgache est révolu. Cette « expérience » a contribué à la ruine du pays, confronté à une situation de famine et de faillite à peu près totale à la fin des années quatre-vingt. Les choses se sont améliorées depuis mais le socialisme malgache a lourdement handicapé les perspectives de développement d'un pays auquel l'ancienne puissance coloniale avait légué une situation plutôt favorable, en raison notamment de l'importance des travaux d'infrastructures réalisés entre 1896 et 1960 en matière d'agriculture ou d'urbanisme et dans le domaine des voies de communication.

1994 : Madagascar devient membre du Marché commun de l'Afrique australe et orientale (Comesa).

Février 1994: le cyclone Geralda fait 300 morts et 350 000 sans-abris.

1995 : Référendum permettant une modification constitutionnelle laissant au chef de l'État le choix du Premier ministre. Suite à ce référendum Francisque Ravony démissionne le 13 octobre. Emmanuel Rakotovahiny, président de l'Union nationale pour la démocratie et le développement (UNDD) est nommé premier ministre. La tâche des nouvelles autorités civiles est rendue plus difficile par la situation économique, laquelle a nourri le conflit entre le président Zafy, son Premier ministre et les institutions de Bretton Woods (Banque mondiale et Fonds monétaire international). La popularité des dirigeants malgaches a été entamée par des affaires financières, liées au "financement parallèle" de la dette.

Septembre 1995 : le capitaine Rakotonirina Marson est décédé à Antananarivo ; il a été amnistié et nommé colonel.

1996 : Suite au vote à l'Assemblée Nationale d'une motion de censure contre le gouvernement adoptée à la majorité, le gouvernement démissionnera le 20 mai. Le 5 septembre, de plus en plus critiqué pour sa personnalisation du pouvoir, Albert Zafy est destitué par la Haute cour constitutionnelle. Le 5 juin, M. Norbert Ratsirahonana, président de la Haute Cour constitutionnelle, est nommé Chef de l'État par intérim et assure l'organisation des élections anticipées en décembre (il a aussi créé son parti dénommé AVI, ou "Asa Vita no Ifampitsaràna"). Apparition de nouvelles organisations politiques : TEZA

de Moks Ramandimbilahatra, MASTERS de l'ancien Ministre Alain Ramaroson, GRAM de José Vianey, AFFA de l'ancien Président Albert ZAFY, AVAMAMI de Serge Zafimahova.

La destruction, par un incendie, du palais de la reine à Antananarivo - symbole national - a relancé l'agitation politique.

1997 : le 31 janvier, Didier Ratsikara est réélu président de la république, en ayant proposé un modèle de développement alternatif pour une "République humaniste et écologique", et promettant la construction de 35 000 logements. Il remporte de justesse l'élection présidentielle anticipée, avec 50,7% des suffrages contre 49,3% à Albert Zafy. Le 21 février, il nommera Pascal Rakotomavo Premier ministre. En mai adoption par l'Assemblée nationale d'une loi rendant obligatoire la présentation d'une carte nationale d'identité pour toutes les élections.

1997 : du 1 août au 6 novembre, embargo de l'Union Européenne sur la viande et les produits halieutiques de Madagascar.

1998 : Didier Ratsikara fait adopter par référendum une réforme constitutionnelle renforçant les pouvoirs présidentiels et ceux des administrations provinciales érigées en "provinces autonomes". La réforme est adoptée à une faible majorité (50,96 %). Les Malgaches approuvent de justesse cette nouvelle constitution qui introduit la décentralisation. En mai le parti du président Ratsiraka, lors des élections législatives.

Mai-juin 1998 : Elections législatives ; l'Alliance pour la rénovation de Madagascar (Arema), parti de l'Amiral-Président, n'obtient que 62 sièges sur 150 malgré des candidats dits "d'ouverture". Le Professeur Ange Andrianarisoa est élu Président de l'Assemblée Nationale. Le 23 juillet, Tantely Andrianarivo, ancien Ministre de l'Industrie de la révolution socialiste et PCA de la Banque Nationale pour l'Industrie BNI/Crédit Lyonnais à Antananarivo, est nommé Premier Ministre, et Pierrot Rajaoanarivelo Vice-Premier Ministre chargé des Finances et du Budget. Trois Ministres du Leader-Fanilo (Andrianambinina, Soley, et Rija Rajohnson), et deux Ministres AKFM-Fanavaozana (Ny Hasina Andriamanjato et Lila Ratsifandrihamanana) font partie de ce gouvernement.

Décembre 1999 : Le jeune capitaine d'industrie (fabricant des produits laitiers TIKO) merina, Marc Ravalomanana remporte, sous l'étiquette "Tiako Iarivo", les élections municipales en battant l'ancien Premier Ministre Guy Willy Razanamasy à la Magistrature de la capitale Antananarivo.

2000 : le 3 décembre, premières élections provinciales. Forte abstention pour l'élection des 336 conseillers qui devront élire les gouverneurs des six futures provinces autonomes. Victoire de l'AREMA, le parti au pouvoir qui remporte la majorité des municipalités lors des élections locales d'octobre, sauf à Antananarivo.

2001 : Marc Ravalomanana, maire d'Antananarivo, annonce sa candidature aux prochaines élections présidentielles.

2001 : Le 18 mars, l'Arema remporte la majorité des sièges de sénateurs élus par les grands électeurs. M. Honoré Rakotomanana est élu Président du Sénat. Le 10 juin, Didier Ratsiraka nomme des fidèles aux postes de gouverneurs de province. Les six Gouverneurs élus : Razafindehibe (Majunga), Jean de Dieu Maharante (Tuléar), Emilson (Fianarantsoa), Lahady Samuel (Toamasina), Gara Jean Robert (Diego Suarez), Pascal Rakotomavo (Antananarivo).

16 décembre 2001 : Premier tour de l'élection présidentielle mettant aux prises six candidats, Didier Ratsiraka (Arema), Zafy Albert (Affa), Marc Ravalomanana (Tiako Iarivo), Herizo Razafimahaleo (Leader-Fanilo), Pasteur Daniel Rajakoba et Patrick Rajoanary (Taratr'i Madagasikara).

Le maire d'Antananarivo aurait battu Didier Ratsiraka ; les résultats font l'objet de contestations. Une grande partie de la population crie au "Hold-up électoral" commis par la Haute Cour constitutionnelle (« Habitée à Changer les Chiffres »).

2001 : 22 décembre, Marc Ravalomanana organise une manifestation pour « célébrer le Noël de la victoire ». Les résultats partiels le créditent de 46,71% des suffrages, contre 40,62% à Didier Ratsiraka.

2002 : Janvier, début d'une série de manifestations qui rassemblent chaque jour des centaines de milliers de partisans de l'opposition dans la capitale.

2002 : Le 8 janvier, violents affrontements, de nombreux blessés et voitures incendiées, Marc Ravalomanana s'autoproclame président le 22 février et refuse le deuxième tour. Début d'une crise politique, qui aura d'importantes répercussions sur le plan économique. En décembre le parti du président Marc Ravalomanana remporte 132 des 160 sièges de l'assemblée nationale, ce scrutin confirmera la légitimité du nouveau chef de l'Etat.

2002 : Le 25 janvier, la haute cour constitutionnelle doit entériner les résultats et proclame officiellement Ravalomanana en tête du premier tour avec 46,21% des voix, contre 40,89% à Ratsiraka, et convoque un second tour. L'équipe de Ravalomanana estimant, que leur candidat a obtenu plus de la moitié des voix, rejette le résultat et appelle à la grève générale illimitée.

2002 : le 8 février, les partisans du président Ratsiraka dressent sur la route reliant Antananarivo au port de Toamasina, fief de Ratsiraka, les premiers barrages afin d'isoler la capitale. C'est le début du bras fer et de quelques tentatives de négociations entre les deux présidents et ses partisans.

2002 : Le 22 février, Marc Ravalomanana s'autoproclame président. Il prête serment après l'annonce, par un haut magistrat, de sa victoire au premier tour « avec 52,15% des voix contre 35,67% » au président sortant. L'OUA, la France, la présidence espagnole de l'Union européenne (UE) et les Etats-Unis condamnent l'opération. Dans la soirée, le président Ratsiraka décrète l'état d'urgence.

2002 : Le 26 février Mr Jacques Sylla est nommé au poste de Premier Ministre par le Président Marc Ravalomanana. Le pays a ainsi deux gouvernements parallèles.

2002 : Le 18 avril, un accord est conclu à Dakar entre Ratsiraka et Ravalomanana, prévoyant la mise en place d'un gouvernement de réconciliation.

2002 : Le 29 avril, la Haute cour constitutionnelle (HCC), entérine et proclame Marc Ramalomanana élu avec 51,4% des voix, contre 35,9% à Didier Ratsiraka, au premier tour de la présidentielle du 16 décembre.

2002 : Le 6 mai, cérémonie d'investiture de Marc Ravalomanana président de Madagascar, en présence de plusieurs représentants de la communauté internationale.

2002 : le 27 mai, l'armée s'empare des bureaux du premier ministre de Didier Ratsiraka pour y installer Jacques Sylla.



2002 : Le 26 juin, reconnaissance par les États Unis d'Amérique du mandat présidentiel de Ravalomanana. Le président Georges Bush rejoint le Japon, l'Allemagne, la Suisse, le Danemark, l'Union européenne et les principaux bailleurs de fonds.

2002 : Juillet, reconnaissance par la France et son Ministre Dominique de Villepin en voyage à Antananarivo du mandat présidentiel de Ravalomanana.

2002 : Le 15 décembre, organisation d'élections législatives anticipées exigées par la Communauté internationale, en particulier l'OUA et les bailleurs de fonds. Le parti du président de Madagascar et ses alliés remportent 132 des 160 sièges de l'Assemblée nationale selon les résultats officiels complets affichés lundi 23 décembre par le ministère de l'intérieur. Le parti présidentiel TIM (Tiako'i Madagasikara, "J'aime Madagascar") remporte 102 sièges. Il détient donc à lui seul la majorité absolue. Le TIM a raflé les 26 sièges de la province d'Antananarivo, la plus peuplée du pays et fief du chef de l'Etat. Ses alliés, regroupés dans la Firaisankinam-pirenena (Alliance nationale), disposent quant à eux de 30 sièges. Marc Ravalomanana engage une politique de privatisations et d'ouverture de l'île aux capitaux étrangers.

2002 : Juillet, Didier Ratsiraka quitte définitivement Madagascar pour l'exil en France. L'armée continue à rétablir la loi de la république dans les villes et les provinces embrigadées par les partisans de Ratsiraka.

16 janvier 2003 : Nomination du 4ème gouvernement Sylla qui vient d'être reconduit à son poste de Premier Ministre après la proclamation des résultats officiels des législatives par la HCC

10 juillet 2003 : Madagascar réintègre officiellement l'Union Africaine au cours du Sommet de l'Organisation tenu à Maputo, Mozambique. Le président Ravalomanana et la délégation malgache ont reçu un accueil grandiose à leur retour du sommet le 12 juillet de la part de la population et de toutes les institutions de la république.

2003 : Le 6 août, l'ancien président, Mr Didier Ratsiraka, est condamné, par contumace, à dix ans de travaux forcés par une cour criminelle ordinaire d'Antananarivo pour détournement de deniers publics.

2003 : Novembre, le parti présidentiel remporte les élections municipales.

2004 : En décembre, changement de monnaie l'ariary remplace le franc malgache.

2006 : Le 3 décembre Marc Ravalomanana est réélu président de la république malgache au premier tour des élections pour un nouveau mandat présidentiel de 5 ans.

2007 : Le 20 janvier, nomination de Mr Charles Rabemananjara ancien Ministre de l'Intérieur au poste de Premier Ministre en lieu et place de Mr Jacques Sylla.

2007 : Le 4 avril, adoption par référendum des nouvelles dispositions de la révision constitutionnelle proposée par le Président Marc Ravalomanana. Les électeurs votent à 75% pour cette réforme constitutionnelle qui renforce le pouvoir présidentiel, fait de l'anglais la troisième langue officielle (avec le français et le malgache) et supprime de la Constitution le terme d'« État laïc ».

2007 : Le 23 septembre, le parti présidentiel malgache remporte les élections législatives avec 106 députés sur 127, ces élections seront marquées par une abstention proche des 80 %.

2007 : Le 12 décembre, élection d'Andry Rajoelina à la mairie d'Antananarivo.

2008 : Février, le passage du cyclone Ivan fait plus de 90 victimes et près de 190 000 sans-abris.

2008 : Mars, extraction des premiers barils de pétrole bitumineux dans le cadre d'un projet de prospection à Tsimiroro, à 560 kilomètres à l'ouest d'Antananarivo.

2008 : Juillet, un contrat est passé avec le groupe Daewoo pour la location, pour quatre-vingt-dix-neuf ans, de quelque 1,3 million d'hectares de terres agricoles destinées à produire 4 millions de tonnes de maïs et 500 000 tonnes d'huile de palme.

2008 : Le 13 décembre, le gouvernement fait fermer la chaîne de télévision du maire de la capitale, Andry Rajoelina, après la diffusion d'une interview de l'ex-président Didier Ratsiraka exilé en France.

2009 : Le 26 janvier, radio Viva propriété du maire d'Antananarivo Andry Rajoelina est fermée par des mercenaires, suite à la diffusion d'une interview de Didier Ratsiraka ; cet événement sera le point de départ d'émeutes sanglantes.

2009 : Le 26 janvier, le maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina, appelle à une grève générale contre la « dictature » du président Ravalomanana. Plusieurs manifestations contre le président tournent à l'émeute dans la capitale malgache, faisant plus de 80 de victimes.

2009 : Le 2 février, Andry Rajoelina s' autoproclame en charge des affaires nationales du pays.

2009 : Le 3 février, Andry Rajoelina, qui avait déposé la veille une demande de destitution du président, est lui même démis de ses fonctions de maire par le ministère de l'Intérieur.

2009 : le 7 février, bras de fer entre le président Ravalomanana et Andry Rajoelina après la manifestation qui a dégénéré. Plus de vingt personnes ont été tuées par des tirs en provenance du palais présidentiel vers lequel se dirigeaient des partisans d'Andry Rajoelina, l'ex-maire de la capitale malgache destitué par le président de la République

2009 : Le 9 février, démission de la ministre de la défense de Madagascar, Cécile Manorohanta, après la répression d'une manifestation par la garde présidentielle durant laquelle 28 personnes ont été tuées. Le conseil des ministres avalise la démission de la ministre de la défense et nomme son successeur, le vice-amiral Mamy Ranaivoniarivo, jusqu'à présent directeur de cabinet militaire auprès de la présidence.

2009 : Le 19 février, après 3 jours de manifestations et de tentatives infructueuses, les "ministres" nommés par Andry Rajoelina sont entrés dans les ministères de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure, de l'Education et de l'Aménagement du territoire, et y ont installé "leurs" ministères du gouvernement de la "Haute autorité de transition" (HAT).

2009 : Le 20 février, de nuit, les forces de l'ordre ont repris le contrôle des quatre ministères. Elles ont surpris les « andrimaso » ou les personnes chargées la garde de ces lieux que les manifestants venaient d'investir le 19 février.

2009 : Le 17 mars, démission de Marc Ravalomanana. Il confie les fonctions de président de la République et de premier ministre à un directoire militaire présidé par le vice-amiral Hippolyte Rarison Ramarason.

2009 : Le 17 mars, le directoire militaire confie dans la soirée les pleins pouvoirs à Andry Rajoelina pour effectuer la transition politique.

2009 : Le 21 mars, cérémonie officielle d'installation du président de la Haute Autorité de Transition H.A.T. dans un stade de Mahamasina. Andry Rajoelina prête serment et reçoit le cordon de président. La communauté internationale dénonce un coup d'État ; l'Union africaine suspend Madagascar de ses instances, la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) exige le retour au pouvoir de Ravalomanana et exclut Madagascar de ses instances « jusqu'au retour de l'ordre constitutionnel ». Soutenu par une partie de la population, le président déchu, Ravalomanana, trouve refuge au Swaziland.

2009 : Des négociations menées en août à Maputo (Mozambique) sous l'égide de la communauté internationale débouchent sur un accord prévoyant l'intégration des quatre principales « mouvances » politiques – représentées par les ex-présidents Ratsiraka et Zafy, le président évincé, Ravalomanana, et l'actuel homme fort de la Grande Île, Rajoelina – dans un gouvernement de transition chargé d'organiser une élection présidentielle fin 2010, à laquelle pourront se présenter Ravalomanana et Rajoelina.

2009 : Un accord sur le partage du pouvoir, complémentaire, conclu à Addis-Abeba (novembre), confirme Rajoelina comme président de la transition tandis que les deux co-présidences reviennent aux mouvances de Ravalomanana et de Zafy, celle de Ratsiraka conservant le poste de Premier ministre. Mais, le 20 décembre, Rajoelina, évitant de s'aliéner l'armée, minée par les divisions, nomme un militaire à la primature.

Janvier 2010 : le président de la commission de l'Union africaine, Jean Ping, présente un nouveau "compromis" aux responsables malgaches.

17 mars 2010 : expiration de l'ultimatum accordé par l'Union africaine pour la mise en place des accords de Maputo. L'UA impose des sanctions à 109 personnalités malgaches, dont Andry Rajoelina.

12 mai 2010 : Andry Rajoelina affirme qu'il ne sera pas candidat à la prochaine élection présidentielle, dont il annonce la tenue pour le mois de novembre.

11 août 2010 : un calendrier est mis au point pour sortir de la crise. Il prévoit un référendum constitutionnel le 17 novembre et fixe au 4 mai 2011 l'élection présidentielle.

28 août 2010 : l'ancien président Marc Ravalomanana est condamné par contumace aux travaux forcés à perpétuité dans le procès des auteurs d'une tuerie où la garde présidentielle avait tiré sur la foule en 2009.

13 septembre 2010 : ouverture d'une "conférence nationale" à Antananarivo pour résoudre la crise politique.

17 novembre 2010 : les Malgaches sont appelés à se prononcer par référendum sur un projet de Constitution, première étape électorale du processus de sortie de crise.

16 mars 2011 : Camille Vital est reconduit dans ses fonctions après avoir remis sa démission le 10 mars, en exigeant la formation d'un gouvernement de consensus, près de quinze mois après sa désignation par Andry Rajoelina.

6-7 juin 2011 : sommet sur la crise malgache à Gabarone (Bostwana). Les onze partis politiques étaient invités à approuver l'accord proposé par la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), qui prévoit le maintien au pouvoir de l'actuel homme fort, Andry Rajoelina.

28 octobre 2011 : nomination d'un Premier ministre de transition. Nommé à la tête du gouvernement de transition par le Président Andry Rajoelina, Omer Beriziky, ancien ambassadeur, était l'unique candidat proposé par la mouvance d'opposition de l'ancien Président Albert Zafy.

## Bibliographie :

Hubert Deschamps, *Histoire de Madagascar*, Berger-Levrault, Paris, 1972

Patrick Rajoelina, *Quarante années de la vie politique (1947-1987)*, L'Harmattan, Paris, 1988

Pierre Vérin, *Madagascar*, In *Histoire Générale de l'Afrique*. Volume II : L'Afrique Ancienne. Sous la direction de Gamal Mokhtar. Pages 751-777. Présence Africaine/Edicef/Unesco, Paris, Karthala, 2000

Collectif, *Madagascar depuis 1972 : La marche d'une révolution*, L'Harmattan, Paris, 2004

## Sitographie :

[http://madarepdem.net/index.php?option=com\\_content&view=article&id=72](http://madarepdem.net/index.php?option=com_content&view=article&id=72)